ISSN 1662 – 4599

19 mars 2018
17e année
Nº 6

Horizons et débats
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Une politique délicate au Proche-Orient

*par Willy Wimmer**

Willy Wimmer (photo uk)

hd. Le 15 février 2018, alors qu'un drone venait de pénétrer dans l'espace aérien israélien avant d'être abattu, lors d'une nouvelle attaque israélienne contre des positions en Syrie et la destruction d'un avion de combat israélien, le journal israélien «The Times of Israel» (https://www.timesofisrael.com/russian-official-if-iran-attacks-israel-well-stand-with-you/) a retransmis les propos de l'ambassadeur adjoint russe Leonid Frolov formulés lors d'une interview: «En cas d'agression contre Israël il n'y aura pas que les Etats-Unis aux côtés de Tel Aviv – la Russie, sera elle aussi, aux côtés d'Israël.» Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense et ancien vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE place cette déclaration dans un contexte politique plus large.

On n'a probablement encore jamais entendu une telle chose. Un ambassadeur adjoint russe du nom de Frolov s'exprime à Tel Aviv et le monde entier l'écoute. Il désigne Israël comme pays contre lequel la Russie n'acceptera aucune agression. Et il en rajoute. Selon lui, la Russie se tiendra aux côtés d'Israël – tout comme les Etats-Unis – au cas où l'Iran agresserait Israël. Voilà des mots ayant instantanément fait le tour du monde. Le charme de ces paroles prononcées sur les rivages de la Méditerranée par M. Frolov est dû au fait suivant: ce ne sont pas des remarques faites en tant que simple membre d'une hiérarchie. En écoutant attentivement les paroles de M. Frolov, on entend parler son président Poutine. Il n'est guère imaginable qu'un vice-ambassadeur se soit déjà exprimé aussi fermement.

> «Les Etats-Unis ont détruit par le feu de la guerre toute la région de l'Afghanistan à la Libye – région qu'on peut appeler avec raison le berceau de notre civilisation. Les objectifs poursuivis sont la création de nouvelles frontières au Moyen-Orient et la volonté d'envoyer la Fédération de Russie en enfer.»

L'objectif essentiel de la politique américaine est l'affaiblissement de la Russie

Les deux guerres du Caucase des années 1990 ont démontré la volonté des Etats-Unis de s'en prendre à la partie faible de la Fédération de Russie. Maintenant, on veut utiliser les peuples caucasiens – ayant peuplés depuis les guerres du Caucase du XIXe siècle les Etats du Levant – contre la Russie actuelle. Il suffit d'écouter l'ancien conseiller en sécurité américain, le général à la retraite *Michael Flynn,* pour comprendre que les Etats-Unis ont détruit par le feu de la guerre toute la région de l'Afghanistan à la Libye – région qu'on peut appeler avec raison le berceau de notre civilisation. Les objectifs poursuivis sont la création de nouvelles frontières au Moyen-Orient et la volonté d'envoyer la Fédération de Russie en enfer.

A Berlin, nous étions bien avisés d'écouter les diplomates de l'ancienne RDA, fort bien formés et connaissant parfaitement cette région. Cela nous a énormément aidés à bien comprendre les dimensions des affrontements. La révolution iranienne a déclenché de gros bouleversements. Par exemple, que les Etats-Unis ont, de ce fait, perdu leurs stations d'écoute dirigées contre les forces militaires stratégiques de l'Union soviétique le long de la frontière irano-soviétique. Les Soviétiques craignaient alors l'installation de nouvelles stations américaines le long de la frontière afghano-soviétique, ce qui fut empêché par l'invasion de l'Afghanistan. Depuis lors, cette lutte entre Moscou et Washington détermine les événements dans la région, et Washington n'a pas rechigné à la détruire en grande partie.

La Russie est de retour sur la scène internationale

Les Etats-Unis avec leur «alliance de guerre perpétuelle» formée avec l'Angleterre et la France ne se sont pas préoccupés le moins du monde du droit international et de la protection des biens culturels des 5000 ans passés, quand ils ont lancé leurs attaques dans la région entre Kaboul et Tripolis. Moscou se comporte différemment, illustré par son soutien du gouvernement légitime syrien. Après le coup d'Etat de 2014 à Kiev en faveur de Washington, la situation au Proche- et Moyen-Orient s'est rapidement développée en faveur de la capacité d'action russe. Les dirigeants iraniens, israéliens et saoudiens se sont rendus à Moscou et s'y rendent toujours. Le président Poutine peut s'entretenir avec tous, malgré ou plutôt parce qu'il soutien le gouvernement légitime de Damas. Gagner du temps est toujours une bonne maxime en diplomatie.

> «Les Etats-Unis avec leur ‹alliance de guerre perpétuelle› formée avec l'Angleterre et la France ne se sont pas préoccupés le moins du monde du droit international et de la protection des biens culturels des 5000 ans passés, quand ils ont lancé leurs attaques dans la région entre Kaboul et Tripolis.»

La honte occidentale est que les Etats-Unis s'engagent dans toutes les guerres mais ne s'engagent nulle part en faveur de la paix. Il se peut qu'on doive faire une exception concernant l'actuel président *Trump*. Cependant, le comportement de son conseiller principal de sécurité *McMaster* à Munich a montré qu'il semble être étroitement encerclé par des «Pentagonistes». En comparaison, Poutine, le président russe, donne une tout autre impression.

Et Israël?

Il faudrait que nous nous rappelions tous qu'avant la guerre en Syrie, il était prévu de trouver un accord entre Tel Aviv et Damas concernant le plateau du Golan. Le règlement de ce litige, vieux de plusieurs décennies, a été empêché par un revirement de la part d'Israël. Tel Aviv est appelé à bien réfléchir au sens à donner aux déclarations énergiques de M. Frolov. Il faut également se demander, s'il n'y aura jamais une autre manifestation de perspectives de paix aussi crédibles que celles contenues dans ce «coup de tonnerre» russe? Israël devra également prendre des décisions, pas seulement Téhéran. •

(Traduction *Horizons et débats)*

* *Willy Wimmer* a été député du Bundestag pour la CDU de 1976 à 2009, secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense de 1988 à 1992 et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE de 1994 à 2000. Il est co-auteur du livre «Die Wiederkehr der Hasardeure. Schattenstrategen, Kriegstreiber, stille Profiteure 1914 und heute» (avec *Wolfgang Effenberger,* 2014) et auteur du livre «Die Akte Moskau» (2016).

La Suisse le prouve: on vit très bien en dehors de l'UE

Interview de François Asselineau, président du parti français UPR (Union populaire républicaine), accordée au quotidien suisse-romand «Le Matin»

François Asselineau (photo Wikipedia)

hd. François Asselineau (né en 1957) est président du cinquième parti de France. Il était un des candidats à côté d'Emmanuel Macron lors des dernières présidentielles françaises de 2017. Le fait que ce parti n'est pas très connu dans le grand public est dû à l'ostracisme exercé par les grands médias français à son encontre. Cela est notamment dû aux trois exigences principales du parti: sortie de l'UE, sortie de l'euro, sortie de l'OTAN. L'UPR et son président sont toutefois bien connu par les internautes, car le site Internet de l'UPR (https://www.upr.fr) a des chiffres d'accès très élevés. Le 28 février 2018, «Le Matin», un quotidien suisse-romand à grand tirage, a publié une interview de François Asselineau que nous reproduisons ci-dessous en entier.

«Le Matin»: Pourquoi vantez-vous si souvent la Suisse?

François Asselineau: Car votre pays, qui est le plus démocratique qui soit et ouvert sur le monde, prouve que ne pas appartenir à l'UE n'est pas synonyme d'isolement. Les Suisses méritent l'admiration du monde. Ils ont refusé d'entrer dans l'UE et ce vote a été respecté, contrairement à ce que l'on a vécu en France après le vote sur la Constitution européenne de 2005 [refusée à 55%]. La Suisse cumule les succès. Les médias m'y semblent plus libres d'exprimer la diversité des opinions qu'en France. Le niveau et la qualité de vie y sont élevés. Votre pays figure d'ailleurs systématiquement sur le podium du classement de l'*Indice de développement humain* (IDH).

Vos opposants ne partagent pas toujours cette analyse …

Des européistes, connaissant mal la Suisse, me rétorquent souvent avec mépris qu'elle ne vit que sur les banques. La réalité est que ce pays, contrairement au nôtre, soigne ses industries dans l'horlogerie, l'optique et la pharma notamment. Sans parler du tourisme et des services. Mieux encore: la Suisse, l'Islande et la Norvège, soit les trois pays d'Europe occidentale qui ont refusé d'intégrer l'UE, sont au sommet du classement IDH! La Suède, le Danemark et le Royaume-Uni, qui ont refusé l'euro, sont parmi les plus dynamiques économiquement de l'UE!

La Suisse est liée à l'UE par des accords bilatéraux et les pressions européennes se renforcent. Serons-nous un jour contraints d'intégrer l'UE?

Les accords bilatéraux sont utiles, mais le peuple doit suivre de près ce qui en est fait car votre pays compte également des élites mondialisées qui veulent imposer l'Europe dans son dos. Il ne faudrait pas que la démocratique suisse, poussée par un grand frère aux méthodes de voyou dont les dirigeants n'ont été élus par personne, se retrouve demain à devoir respecter les contraintes européennes sans participer aux décisions. Si j'étais Suisse, je serais donc très vigilant. La Suisse garde le pouvoir de faire prévaloir ses intérêts nationaux. La France, ligotée aux intérêts divergents des 27 autres membres de l'UE, ne le peut plus!

Pour vous, réformer l'Europe est impossible. Pourquoi?

«L'autre Europe» revendiquée de toutes parts par les tartuffes, les incompétents ou les «idiots utiles» est irréaliste, car modifier le moindre mot des traités européens exige l'unanimité des 28 membres et des 28 peuples dont les intérêts s'opposent dans tous les domaines. La France est, par exemple, contributrice nette (c'est-à-dire qu'elle verse plus d'argent à l'UE qu'elle n'en reçoit) et souffre de la directive des travailleurs détachés. La Bulgarie, elle, en bénéficie et touche plus qu'elle ne verse. La seule solution raisonnable est de quitter l'UE comme l'a fait le grand peuple britannique en activant l'article 50. Je relève au passage que contrairement à ce qu'avaient claironné les prophètes de l'Apocalypse, le Royaume-Uni se porte bien. Le taux de chômage y est même à son plus bas depuis 1975 (4,2%)!

A vous entendre, la Suisse ferait donc tout juste?

Non. Le fait qu'elle soit membre du «Partenariat pour la paix», une structure otanienne dont le nom est digne de la novlangue de *1984*, m'étonne. Si j'étais Suisse, j'en serais scandalisé. La Suisse agit ainsi en contradiction totale avec la neutralité qui fait sa force. Elle se retrouve embrigadée dans la géopolitique américaine de «choc des civilisations» ou à envoyer des soldats au Kosovo. C'est contraire à toute son histoire et à ses intérêts. Par contre, sa démocratie directe et notam-

Suite page 2

Les guerres de l'impérialisme américain au Proche-Orient

*par Matin Baraki**

Matin Baraki (photo mad)

Aktham Suliman est un journaliste originaire de la Syrie et ancien chef du bureau berlinois de la chaîne de télévision qatarienne *Al Jazeera,* connue sous le nom «CNN Arabic», qu'il a dirigée de 2002 à 2012. Récemment, il a présenté une brillante analyse critique et objective sur les guerres et le chaos créés par l'impérialisme américain au Proche-Orient. Suliman est trop modeste en voulant limiter son analyse au Proche-Orient. L'auteur parvient à illustrer d'une manière impitoyable les causes, les forces actives et l'arrière-plan stratégique de la catastrophe géopolitique au Proche-Orient et à analyser les dimensions stratégiques allant bien au-delà du Proche-Orient. Il analyse également de manière détaillée le conflit entre Israël et les Palestiniens, en décrivant la politique de l'occupation coloniale du gouvernement israélien et de ses alliés internationaux. (p. 34sq.)

Al Jazeera était la seule chaîne arabe indépendante diffusant en direct des informations sur la brutalité de la guerre impérialiste dirigée par les Etats-Unis contre l'Irak et atteignant ainsi 50 millions de foyers arabes. A l'époque, cela rendit tellement furieux l'ancien Premier ministre britannique *Tony Blair*, le «caniche» de *George W. Bush* opérant en Europe, qu'il appela à bombarder la centrale d'Al Jazeera de Doha, capitale du Qatar. On n'est pas allé jusque-là, mais la centrale de la chaîne de Bagdad, capitale de l'Irak, fut détruite.

Avec l'«arabellion» [les «Printemps arabes»] l'orientation politique de la chaîne changea. D'une institution informant de manière ouverte et objective, elle se transforma en un instrument du mouvement islamiste «ikhwan al-Muslimin» de la Société des Frères musulmans et de la politique extérieure du gouvernement de l'Emirat de Qatar et des intérêts des Etats-Unis. (p. 18)

Suliman analyse très subtilement les guerres du Golf fomentées par les Etats-Unis, prouve la manière dont les résolutions de l'ONU ont été instrumentalisées et comment les Nations Unies sont constamment humiliées par l'administration américaine. La résolution 678 du 29 novembre 1990 fut interprétée de telle sorte que, du jour au lendemain, on transforma le prétendu bouclier de protection pour les civils en une agression contre l'Irak. (p. 25)

Les inspecteurs de l'ONU ont pu attester que l'Irak ne disposait en réalité d'aucune arme de destruction massive. Pourtant, selon l'auteur, l'armée américaine a tout de même bombardé le pays «à l'âge de pierre» pour détruire sa prétendue capacité nucléaire. (p. 27) En Irak elle a «lâché davantage de bombes que pendant toute la Seconde Guerre mondiale». (p. 26) Le reporter de CNN *Bernard Shaw* a décrit la situation de la manière suivante: «Le ciel au-dessus Bagdad est en feu». (p. 39)

Les horreurs de la guerre, dont la fin est difficile à déterminer, sont minutieusement décrites. (p. 113–161) Commençant par les tortures à la prison de la CIA d'Abou Ghraib jusqu'à l'exécution de civils dans les rues de Bagdad depuis un hélicoptère par des mercenaires américains, Aktham Suliman nous informe de manière très précise des crimes de guerre commis par les Etats-Unis et leurs alliées. (p. 28sq.)

Suliman démontre que tant l'ambassadrice américaine à Bagdad *April Glaspie* que le département d'Etat américain ont donné le feu vert au gouvernement de *Saddam Hussein* pour l'invasion du Koweït. (p. 32) De cette façon, le gouvernement irakien a été attiré dans le piège de Koweït pour être finalement écrasé. Même lors de leur retrait du Koweït, on n'accorda aucune grâce aux unités militaires irakiennes. A mon avis, cela s'apparente à un crime de guerre.

Francis Fukuyama avec sa thèse de la «fin de l'histoire» et *Samuel P. Huntington* avec son terme violent du «choc des civilisations» sont qualifiés d'incendiaires spirituels soutenant aussi la réelle guerre. (p. 49) Suliman met fortement en cause la version officielle des événements du 11 septembre 2001 et met en avant les liens entre le chef d'Al-Qaïda *Ousama ben Laden* et le théologien et dirigeant palestinien des Frères musulmans *Abdallah Azzam* avec la CIA. (p. 65–110)

Dans le dernier chapitre, il décrit, en bon observateur, les dits «printemps arabes» qui n'en étaient point. Je recommande chaleureusement la lecture du livre de Aktham Suliman à quiconque désire s'informer de première main sur les interdépendances et les contextes nationaux, régionaux et internationaux des guerres et des conflits du Proche- et Moyen-Orient. •

Suliman, Aktham. *Krieg und Chaos in Nahost. Eine arabische Sicht.* Frankfurt/ Main 2017. ISBN 978-3-939816-40-9

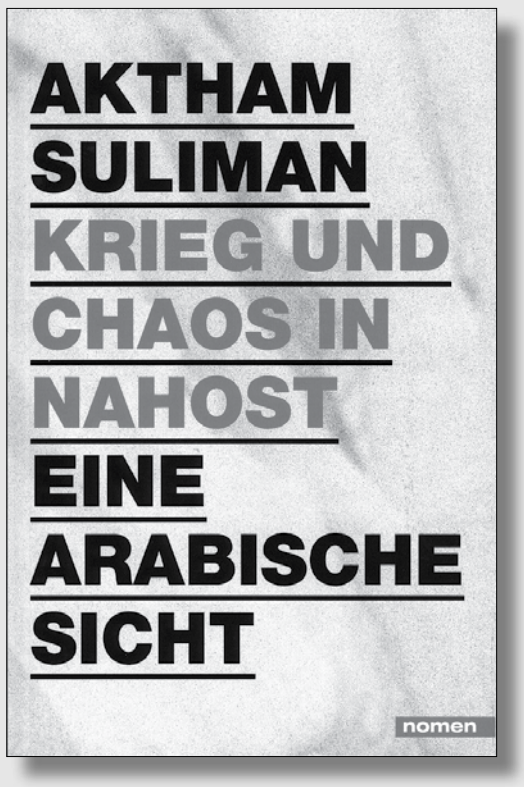
(Traduction *Horizons et débats)*

* *Matin Baraki* est un politologue et interprète germano-afghan. Après sa formation professionnelle de mécanicien de précision, il a étudié la pédagogie à Kaboul et y a travaillé en tant qu'enseignant. De 1970 à 1974, il a été assistant technique à la faculté de sciences à l'Université de Kaboul. En 1974, il s'est rendu en République fédérale d'Allemagne où il a obtenu son doctorat à l'Université Phillips de Marbourg en 1995. Puis il a enseigné, en tant que politologue, la politique internationale dans les universités de Marbourg, de Giessen, de Kassel et de Münster.

«La guerre et le chaos au Proche-Orient»

«Ce livre se comprend, d'un point de vue arabe, comme le curriculum vitae de la mort au Proche-Orient du dernier quart de siècle. Il y a environ 25 ans, au début de l'année 1991, le nombre d'hommes et de femmes armés provenant de plus de trente pays, rassemblés sur une petite zone désertique du nord-est de la péninsule Arabique, atteignit plus d'un demi-million. Pour l'Occident, c'était le début de l'opération «Tempête du désert» pour libérer le Koweït de l'invasion irakienne s'étant déroulée l'été précédent. Pour un grand nombre de personnes du monde arabe, cette opération fut une tempête de la mort, dont la région entre l'océan Atlantique et le golfe Persique ne s'est toujours pas remise. […]

L'ouvrage «La guerre et le chaos au Proche-Orient» ne prétend pas être LA vision arabe, mais UNE vision arabe, sachant que plus de 400 millions d'Arabes vivant dans plus de vingt pays arabes et à l'étranger ont droit à plus d'une seule vue. Mais il y a ce sentiment commun. D'un point de vue arabe, les 25 dernières années ne sont pas seulement des faits et des événements historiques, mais plutôt des moments fatidiques pour des êtres humains de chair et de sang. Ils ont transformé les biographies de millions d'Arabes, y compris celle de l'auteur de ce livre. Toutefois, ou justement pour cette raison, il faut rappeler que du point de vue arabe – malgré toutes les images d'actualité –, la mort et la tristesse ne sont pas les seules réalités au Proche-Orient, sont présentes également la vie et joie.»



ISBN 978-3-939816-40-9

«La Suisse le prouve …»
suite de la page 1

ment ses référendums populaires me semblent un exemple à suivre.

Comme le prétendent le Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, ou l'historien Emmanuel Todd, pour vous aussi, l'euro est condamné. Pourquoi?

L'euro se porte très mal, notamment du fait des déficits italiens, mais les spécialistes le cachent au grand public. Il faudrait tout un article pour l'expliquer. *Vincent Brousseau,* notre spécialiste à l'UPR qui a travaillé 15 ans à la BCE, le fait très bien. Disons seulement que l'euro est une monnaie dont le taux de change vis-à-vis du dollar n'est pas assez cher pour l'économie allemande mais l'est trop pour la française et la plupart des autres de la zone. Ce qui y creuse le chômage et les déficits commerciaux. Résultat: la Bundesbank ne cesse d'accumuler des créances pourries sur le sud de l'Europe. Ces dernières dépassent désormais les 900 milliards. Quand la barre des 1000 sera franchie, les Allemands seront contraints de trancher sous peine de chuter comme en 1923. Comme *Stiglitz*, je suis convaincu que les premiers Etats partis s'en sortiront le mieux.

Qu'impliquerait la fin de l'euro pour la Suisse?

Votre franc jouerait à plein son rôle de valeur refuge. Il hausserait fortement. Les importations deviendraient meilleur marché et les exportations en pâtiraient. Ça risquerait de secouer mais bien moins que dans l'UE. De toute façon, la réalité des faits ne nous laisse pas le choix: l'euro va s'effondrer et l'UE avec! •

Propos recueillis par *Laurent Grabe*.
Source: «Le Matin» du 28/2/18

L'Italie en armes, de la Baltique à l'Afrique

*par Manlio Dinucci**

Manlio Dinucci (photo mad)

Les Etats membres de l'OTAN ont toujours de bonnes raisons d'occuper militairement des pays étrangers. C'est pour les «soutenir». L'Italie ne déroge pas à la règle. Elle est militairement présente un peu partout de la Baltique à l'Afrique.

Qu'arriverait-il si des avions de chasse russes *Soukhoï Su-35*, basés à l'aéroport de Zurich à une dizaine de minutes de vol de Milan, patrouillaient à la frontière italienne sous prétexte de protéger la Suisse de l'agression italienne? A Rome, le Parlement au grand complet s'insurgerait, en demandant immédiatement des contre-mesures diplomatiques et militaires. Ce même Parlement, par contre, accepte substantiellement et passe sous silence la décision de l'OTAN de déployer 8 avions de chasse italiens *Eurofighter Typhoon* dans la base d'Amari en Estonie, à une dizaine de minutes de vol de Saint-Pétersbourg, pour patrouiller à la frontière de la Russie avec le motif de protéger les pays Baltes de l'«agression russe». «Fake news» avec laquelle l'OTAN sous commandement américain justifie l'escalade militaire de plus en plus dangereuse contre la Russie en Europe.

Pour déployer en Estonie les 8 chasseurs bombardiers, avec un personnel de 250 hommes, on dépense (avec de l'argent provenant des caisses publiques italiennes) 12,5 millions d'euros de janvier à septembre, auxquels s'ajoutent les dépenses opérationnelles: une heure de vol d'un Eurofighter coûte 40 000 euros, l'équivalent du salaire brut annuel d'un travailleur.

Ceci n'est qu'une des 33 missions militaires internationales dans lesquelles l'Italie est engagée dans 22 pays. A celles conduites depuis longtemps dans les Balkans, au Liban et en Afghanistan, s'ajoutent les nouvelles missions qui – souligne la décision du gouvernement – «se concentrent dans une aire géographique, l'Afrique, jugée d'intérêt stratégique prioritaire par rapport aux exigences de sécurité et défense nationales».

En Libye, jetée dans le chaos par la guerre de l'OTAN de 2011 avec la participation de l'Italie, l'Italie aujourd'hui «soutient les autorités dans l'action de pacification et de stabilisation du pays et dans le renforcement du contrôle et de la répression de l'immigration illégale». L'opération, avec la mobilisation de 400 hommes et 130 véhicules, suppose une dépense annuelle de 50 millions d'euros, comprenant une indemnité moyenne de mission de 5000 euros mensuels pour (en plus de leur paye) chacun des participants à la mission.

En Tunisie, l'Italie participe à la *Mission OTAN de soutien* aux «forces de sécurité» gouvernementales, engagées à réprimer les manifestations populaires contre l'aggravation des conditions de vie.

Au Niger, l'Italie commence en 2018 la mission de soutien aux «forces de sécurité» gouvernementales, «dans le cadre d'un effort conjoint européen et états-unien pour la stabilisation de l'aire», comprenant aussi le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, la Mauritanie, le Tchad, le Nigeria et la République centrafricaine (où l'Italie participe à une mission UE de «soutien»). C'est une des aires les plus riches en matières premières stratégiques – pétrole, gaz naturel, uranium, coltan, or, diamants, manganèse, phosphates et autres – exploitées par des multinationales états-uniennes et européennes, dont l'oligopole est cependant à présent mis en danger par la présence économique croissante de la Chine. D'où la «stabilisation» militaire de l'aire, à laquelle participe l'Italie.

A ces engagements s'ajoute celui que l'Italie a pris le 10 janvier: le commandement de la composante terrestre de l'*OTAN Response Force*, rapidement projetable dans n'importe quelle partie du monde. En 2018, elle est sous les ordres du Commandement multinational de *Solbiate Olona* (Province de Varese), dont l'Italie est «la nation guide». Mais – précise le ministère de la Défense – ce commandement est «sous la dépendance du Commandant suprême des Forces alliées en Europe», toujours désigné par le président des Etats-Unis. L'Italie est ainsi certes la «nation guide», mais toujours subordonnée à la chaîne de commandement du Pentagone. •

Source: *Voltairenet.org* du 16/1/18
(Traduction de l'italien par *Marie-Ange Patrizio)*

* *Manilo Dinucci* est un géographe et géopolitologue italien. Ses derniers ouvrages publiés sont «Laboratorio di geografia», 2014; «Diario di viaggio» (en trois tomes), 2017; «L'arte della guerra. Annali della strategia USA/Nato.» 1990–2016, 2016.

Allemagne

Que faire en temps de guerre?

*par Karl Müller**

Quelques semaines avant sa mort, le 27 novembre 1947, date marquée par les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et sans avoir atteint ses 27 ans, le poète allemand *Wolfgang Borchert* rédigea l'un de ses plus fameux textes: «Dann gibt es nur eins!» Wolfgang Borchert a lancé un appel à tout le monde de dire Non à toutes les activités relevant de la guerre … et il illustra par des images explicites et fortes ce qui se passerait si à nouveau cela ne réussissait pas.

L'Allemagne mène à nouveau des guerres depuis près de 20 ans. Ouvertement en 1999 en Yougoslavie, depuis 2002 en Afghanistan et dans la guerre contre Irak dès 2003, elle y a participé indirectement. Des soldats allemands sont stationnés dans divers pays du monde et participent à des actes de guerre: idem en Syrie et en Irak. En Ukraine, le gouvernement allemand a promu le coup d'Etat, qui finalement – malgré les accords officiels contraires – fut vigoureusement approuvé. L'une des conséquences est la guerre en cours dans l'est du pays avec des milliers de victimes. – Le 7 mars 2018, le gouvernement fédéral a de nouveau décidé de prolonger un certain nombre d'opérations à l'étranger de la Bundeswehr. Parfois, on change même de front, si cela semble opportun: en Irak par exemple, d'abord avec les Kurdes, puis avec l'armée irakienne (luttant contre les Kurdes).

Le fait que l'Allemagne soit en guerre, ne doit pas être discuté publiquement, du moins pas directement. Les politiciens allemands responsables préfèrent dire que l'Allemagne doit assumer «davantage de responsabilité dans le monde». La Bundeswehr n'est plus là pour empêcher les guerres. Elle s'est transformée en «armée en mission». A nouveau, on rend honneur «à nos morts».

En temps de guerre, on ne dit pas la vérité

En tant qu'Allemands, nous ferions bien de regarder la réalité: en temps de guerre, on ne nous dit jamais la vérité. La propagande de guerre comprend parle toujours d'ennemis et de représentations hostiles de l'autre. Actuellement, le président syrien *Assad* et le président russe *Poutine* se trouvent en première ligne. Malheureusement, nous devons supposer qu'on ne nous présente pas les faits réels au sujet d'Assad et de Poutine, uniquement des affirmations correspondant aux représentations hostiles. C'est un jeu dangereux. Dans un certain sens, l'Allemagne se trouve à nouveau dans une guerre mondiale, même si les bombes et les missiles n'ont pas encore frappé notre pays. Au début de la Première et Seconde Guerre mondiale, il y eut également des guerres localement limitées. Et le fait que dans ces guerres «localement limitées» les grandes puissances sont une fois de plus impliquées, n'est un secret pour plus personne.

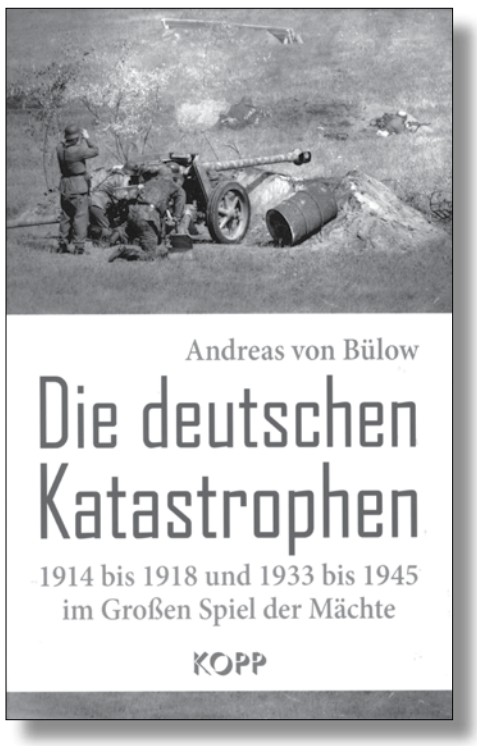
Les historiens aiment pouvoir indiquer précisément le début et la fin des guerres. Prenons la Première Guerre mondiale dont la durée fut du 28 juillet 1914 au 11 novembre 1918 ou bien la Seconde Guerre mondiale ayant débuté le 1er septembre 1939 et se terminant le 7 mai 1945. Mais, est-ce vraiment utile? Les guerres des Balkans avant 1914 et les innombrables guerres en Europe orientales après 1918 ne font-elles pas partie de la Première Guerre mondiale? Y a-t-il vraiment eu une fin de la Première Guerre mondiale, ou ne faut-il pas dire honnêtement qu'entre la Première et la Seconde Guerre mondiale il n'y a eu que des armistices locales – malgré les soi-disants accords de paix?

Recherches récentes concernant la première moitié du XXe siècle

Mais que savons-nous réellement des antécédents, du déroulement et des conséquences des guerres de la première moitié du XXe siècle? Plus la distance temporelle grandit, plus il y a d'ouvrages importants publiés – également en allemand – qui remettent en question par de bons arguments des faits qu'on croyait précédemment avérés. Mentionnons par exemple les livres de *Wolfgang Effenberger* et *Willy Wimmer* («Wiederkehr der Hasardeure. Schattenstrategen, Kriegstreiber, stille Profiteure 1914 und heute»), de *Andreas von Bülow* («Die deutschen Katastrophen, 1914 bis 1918 und 1993 bis 1945 im Grossen Spiel der Mächte») ou de *Nikolay Starikov* («Wer hat Hitler gezwungen, Stalin zu überfallen?» traduction de l'original russe). Entre-temps, nous sommes déjà habitués au fait que toute remise en question de ce que l'on croit savoir est rendue inacceptable en le qualifiant de «complotisme». Mais pour de nombreuses personnes, les théories décrites sous de telles étiquettes éveillent l'intérêt. Beaucoup de gens connaissent la formule: «L'histoire est écrite par les forces victorieuses.» C'est probablement insuffisant. Mais il y a beaucoup de preuves que les descriptions historiques sont à tout bout de champs instrumentalisées à des fins politiques, en abandonnant la vérité.

Nous voulons connaître la vérité

Etant donné que nous, les êtres humains, sommes capables de raisonner logiquement et de réfléchir de nous-mêmes, rien ne nous empêche de nous faire notre propre idée d'une «théorie du complot» – malgré toutes les tentatives de dénigrement. Et cela est vraiment nécessaire. Voilà probablement la première réponse à la question de savoir que faire en temps de guerre: s'efforcer d'aller au fond des



ISBN 978-3864451690

choses pour trouver la vérité. Pour le moment, il n'est pas encore dangereux dans notre pays de lire des livres et des articles émanant de sources accessibles. L'écoute d'«émetteurs ennemis» n'est pas encore interdite. Bien que le combat officiel contre les soi-disants «fake news» ait déjà pris des formes bizarres. Mais nous sommes également contre les «fake news», car nous voulons connaître la vérité.

Ne pas se laisser inciter à la violence mutuellement

Deuxièmement: ne pas se laisser inciter à la violence mutuellement. «Divide et impera!» [Diviser pour régner] est une méthode de pouvoir connue depuis plus de 2000 ans.

Suite page 4

* *Karl Müller* est citoyen allemand et enseigne dans une école allemande. Il ecrit régulièrement pour le journal *Zeit-Fragen/Horizons et débats.*

Les tensions dangereuses augmentent en Allemagne

*par Eberhard Hamer, juriste et professeur d'économie**

Eberhard Hamer (photo mad)

«Le secteur de la construction ne peut plus satisfaire la demande de nouvelles habitations», («Die Welt» du 11/1/18). Malgré un accroissement du volume de construction de 3 à 8% par an, la pénurie de logements augmente non seulement dans les grandes villes mais également dans les villes moyennes – dans les grandes villes même dramatiquement, notamment à Berlin.

Les politiciens du domaine social appellent cela défaillance du marché et exigent des programmes de soutien étatiques massifs. La cause n'est pas la défaillance du marché, mais la défaillance de l'Etat – en raison de la plus grande invasion migratoire provoquée par *Merkel* et son équipe par l'ouverture des frontières pour tous les migrants dans le système social le plus généreux du monde. Que servent 350 000 nouveaux appartements quand plus de 700 000 immigrants par an ont droit à un logement? Et comme ces personnes ne veulent pas aller à la campagne, mais dans les grandes villes, où leurs compatriotes ont déjà pris pied, c'est justement là – voir Berlin – que suite à l'arrivée en masse le besoin d'appartements, la pénurie de logements et donc la pression sur les prix des loyers augmentent. Ce n'est pas étonnant qu'à Berlin les autochtones dans le besoin ou les étudiants ne trouvent plus «d'habitation payable». L'énorme pression de l'immigration augmente justement dans ce segment de marché et transforme nos grandes villes, qui deviennent plus colorées, plus musulmanes, avec plus de langues parlées et plus prolétaires. Le «manque d'habitations payables» incontestable n'est pas la faute des sociétés immobilières ou d'un marché insuffisant, mais d'une immigration de masse provoquée par de faux philanthropes et admise par la Grande coalition.

Criminalité croissante

Presque quotidiennement, la presse parle d'une «criminalité croissante» dans le pays. Toutes les trois minutes à lieu un cambriolage, chaque heure une attaque contre personnes. La lutte internationale contre le crime se plaint, «que l'Allemagne est devenu le centre et lieu de repos des organisations criminelles mondiales» telles que la mafia, la 'Ndrangheta, les triades, les bandes de voleurs roumains, polonais, ukrainiens et albanais, les réseaux de distribution pour le trafic de drogue international et l'augmentation brutale de la petite délinquance dans nos rues. Malgré l'augmentation des forces de police la criminalité augmente.

De plus en plus de criminels entrent dans le pays, car en Allemagne ont les laisse davantage en paix que dans d'autres pays, l'Allemagne leur offre aussi les prestations sociales complètes et un pays riche avec de bonnes opportunités pour la criminalité. Mais au lieu de prendre au sérieux les craintes de la population, notre politique tolère

- que les Etats-Unis conduisent leurs troupes de terroristes internationaux battues en Syrie, qu'ils veuillent les réutiliser en Iran, de Mosul et Rakka à d'autres endroits. Entretemps, ils les placent en Allemagne.
- que le Maroc et la Tunisie vident leurs prisons, pour exporter les criminels vers l'Europe en refusant par la suite de les reprendre,
- que la plus haute juridiction interdise l'expulsion d'étrangers criminels, parce qu'ils «seraient poursuivis» à l'étranger à cause de leur criminalité,
- et que des milliers de cabinets d'avocats s'assurent des aides juridictionnelles pour des procès administratifs (200 000) contre la punition de criminels ou le refus de prestations sociales à des étrangers illégaux.

L'Allemagne doit payer davantage

L'UE et toutes les organisations mondiales exigent de l'Allemagne «davantage de solidarité», c'est-à-dire davantage de financements de répartition, car l'Allemagne n'a pas seulement des excédents d'exportation croissants, mais également «suffisamment» de recettes fiscales publiques. Ainsi, l'Allemagne devrait contribuer par des milliards de prestations supplémentaires à un «Plan Marshall pour l'Afrique», devrait subventionner davantage la Grèce, l'Italie ou l'Espagne et financer l'insolvabilité menaçante de la France en abandonnant sa souveraineté financière à l'Europe (Union financière) pour soutenir les fonds d'aide élargis du MES. En outre, les millions de visiteurs sociaux arrivant doivent être alimentés de la même manière que les cas sociaux allemands (Hartz-IV) (2016 = + 700 000) et toutes les prestations sociales doivent être massivement augmentées. Tout cela sans prendre en considération que

- nous avons certes un boom, mais pas de véritable croissance, plutôt un semblant de reprise suite à une augmentation artificielle de la masse monétaire, menaçant d'éclater bientôt,
- nos revenus suite aux prestations de la classe moyenne et des ouvriers restent derrière ceux de l'industrie financière, tout en étant de plus en plus taxés, parce que la politique ne supprime pas même les impôts les plus insensés (impôts sur les vins mousseux, impôts de solidarité, impôts de propagande, redevances TV/radio).

Mécontentement croissant

Le mécontentement croissant avec les rendements économiques de la population allemande (le fait de ne pratiquement plus pouvoir acquérir un appartement par son propre effort) est en rapport avec la charge extrême des fournisseurs de services et celle-ci avec la distribution politique de notre prospérité dans le monde. La prétendue «solidarité» avec les réfugiés – également un emballage trompeur, car 94% des immigrants ne sont pas des réfugiés – est seulement une partie de cette exploitation politiquement voulue de notre peuple.

On pourrait continuer avec des exemples similaires. Ils documentent tous que les grandes difficultés de notre population, notamment la crise du logement, la criminalité, le manque de pouvoir faire des économies ou le taux élevé des charges ne sont pas naturels, ne sont pas dus au marché, mais provoqués par des dysfonctionnements et des manipulations étatiques. Notre politique est responsable de nos difficultés et non pas notre système.

Les régulations erronées continueront également avec le nouveau gouvernement

Les décisions de la nouvelle Grande coalition montrent cependant que les principales régulations erronées comme par exemple les paiements de l'Allemagne pour l'EU (Union financière), la sollicitation excessive de notre système social (immigration de masses) et les charges fiscales exagérées de nos prestataires de services ne changeront pas avec la même politique qu'auparavant. La politique est elle-même trop lâche pour nommer les causes des problèmes. Elle craint la punition des majorités électorales, si elle ne faisait que nommer la dépréciation monétaire, l'augmentation de la masse monétaire, l'exploitation de notre système social ou l'extension de l'EU aux frais de l'Allemagne.

Faut-il donc que la bulle financière éclate pour que la pseudo-prospérité redescende au niveau de la véritable prospérité et qu'ainsi la réalisation des exigences exagérées des pays étrangers, des organisations étrangères et des immigrants étrangers ne soit plus possible? •

(Traduction *Horizons et débats)*

* *Eberhard Hamer* est un économiste allemand. Après des études d'économie nationale, de théologie et de droit, il a travaillé en tant qu'avocat dans une entreprise. Plus tard, il a obtenu la chaire de politique financière et économique de la Haute Ecole de Bielefeld, où il a enseigné jusqu'à sa retraite en 1994. Dans les années 1970, il a fondé le «Mittelstandsinstitut Niedersachsen» à Hanovre. Hamer est auteur et éditeur de nombreux livres, entre autres «Was tun, wenn der Crash kommt? Wie sichere ich mein Vermögen oder Unternehmen?» [Que faire, quand le crash arrivera? Comment puis-je protéger ma fortune ou mon entreprise?] (10e édition 2008) et «Visionen 2050. Wohin steuern wir? Trends und Prognosen für Deutschland und Europa» [Vision 2050. Où allons-nous? Tendances et prévisions pour l'Allemagne et l'Europe] (2016).

Les médias préparent-ils le terrain en vue d'une réduction de la démocratie allemande?

*par Christian Fischer**

Dans le discours politique, on rencontre, depuis un certain temps, le terme de «narratif» (le récit, la manière de raconter). Oui, il s'agit en effet de récits, et non pas de faits – ceux-ci, on préfère les placer dans un pot en mélangeant vrais faits et fausses vérités afin que plus personne ne sache ce qui est vrai. Il ne s'agit guère d'une revendication politique spécifique, car celles-ci sont facilement confrontées au manque d'alternatives du mainstream pour qu'on ne se ridiculise pas avec ses propres sottises. Mais de quoi nous parle-t-on juste maintenant? S'agit-il de semer la confusion? Ou bien y a-t-il une ligne conductrice dans le narratif actuel?

Actuellement, les nouvelles nous présentent un paysage politique faisant penser au mot *déconstruction*. En effet, les médias s'évertuent quotidiennement à dénigrer le monde politique, y compris, les quelques pontes du SPD au comportement aguerri et intègre.

D'abord on s'attaqua à la FDP après son interruption d'entretiens exploratoires concernant une coalition «Jamaïque». Puis, la direction de la SPD a elle-même contribué à se ridiculiser. Enfin, à l'intérieur de la CDU, on discute du «crépuscule de *Merkel*». Entre temps, comme d'habitude, on reprend le dénigrement de l'AfD, tout comme au cirque, pendant l'entracte, on se moque du clown qui trébuche sur la piste. Il est intéressant d'observer que les Verts, et en grande partie également la Gauche, sont épargnés de cette mise en scène négative.

Pour éviter tout malentendu, précisons qu'il ne s'agit pas de s'apitoyer sur le sort des dirigeants politiques accablés. Mais nous demandons: quelle pièce est actuellement jouée sur scène? On observe que notamment les partis du centre, habituellement au bénéfice de l'appui médiatique, sont systématiquement ciblés. Et ce malgré la réussite des négociations pour former une coalition CDU-SPD qui autrefois aurait été fortement applaudie. Certes, le contrat de coalition contient beaucoup de généralités et chaque partie en présence doit assumer les aspects positifs et négatifs. Rien d'enthousiasmant et passionnant, rien qui ouvrirait de nouveaux horizons. Mais auparavant, dans des situations comparables, ce n'était pas une raison de soustraire l'appui et la propagande médiatiques. Que se passe-t-il?

Dans le débat télévisé chez *Maybritt Illner* du 15 février 2018, pour ne mentionner qu'un exemple, un membre du SPD, un certain *Gründinger,* est présenté comme représentant de la jeune génération et obtient massivement plus de temps de parole que le président du parti en fonction. Contrairement aux habitudes, on ne l'interrompt guère lors de ses critiques envers l'ancienne génération de politiciens. A une autre occasion, un certain *Jens Spahn* est promu nouvel espoir de la CDU, bien que totalement inconnu dans le travail politique en faveur des citoyens. Mais il se peut qu'il soit ancré dans les structures internes de l'appareil politique du parti ou dans les réseaux transatlantiques *(https://www.heise.de/tp/features/Ausgemerkelt-Jens-is-waiting3975098.html?seite=all).* Entre temps, tout le monde regrette l'actuelle disparition du Vert Cem Özdemir de l'avant-scène politique.

On constate que selon des sondages, la SPD et l'AfD sont au coude à coude. Comme on sait entre-temps que les médias ont un pouvoir non négligeable pour influencer les opinions, on se demande: est-ce peut-être voulu? Résumons: les acteurs politiques responsables et leurs partis ont une mauvaise presse – malgré une situation économique de l'Allemagne largement présentée comme enviable, malgré un contrat de coalition pouvant facilement être présenté comme compromis réussi. Et encore avant la réélection de la chancelière, on répand à haute voix des spéculations sur son successeur. La chancelière est dans l'obligation de présenter elle-même un candidat. Mais il est tout sauf certain que *Kramp-Karrenbauer* puisse l'emporter contre Spahn ou contre le parti des Verts, semblant visiblement choyé par les groupes de réflexion (think tanks).

En observant ce cinéma de la destruction, on se rappelle inévitablement des événements en France, il y a un an. Il y eut un réaménagement suite auquel les acteurs de l'ancienne élite politique des partis traditionnels furent marginalisés, en partie suite à leur propre incapacité. Puis, survint une polarisation entre le *Front National* et *Macron*, qui dut son essor fulgurant au brassage médiatique intense. Le système politique français s'apprête certainement mieux à un tel réaménagement radical celui de l'Allemagne. Mais n'est-ce pas un processus similaire qui est en cours chez nous? Plus lentement, avec le sérieux allemand et adapté à notre système politique, il se trouve encore dans la phase de la destruction – mais les parallèles sont bien visibles.

En France, le narratif – pour reprendre le terme mentionné au début – fut le sujet de l'UE et d'une part l'interconnexion internationale et d'autre part la nation, donc: l'avenir ou le passé, la lumière ou l'ombre? En y regardant soigneusement, on reconnaît des parallèles. Il n'y a guère de débats de fond, mais s'ils sont exigés en lieu et place des débats sur des noms. Cependant, les vœux de fidélité envers l'UE en tant que projet du futur et des remarques malicieuses contre ceux voulant revenir à l'Etat-nation (comme si ce dernier n'existait déjà plus!) sont omniprésents. Il en va de même avec les réticences néolibérales contre le trop de prestations de la sécurité sociale et avec la publicité politique pour l'augmentation des investissements pour la Bundeswehr, soi-disant sous-cotée.

L'AfD est bienvenue dans les médias en tant que représentante du passé, comme fond noir devant lequel le futur lumineux apparaîtra splendide. Pour le moment, cette contraposition passe encore mal: l'UE n'est pas la bien-aimée du public, bien que la propagande antinationale se soit déjà très bien enracinée. Le candidat *Martin Schulz* était probablement la tentative de marquer un point en Allemagne en faveur de l'UE. Mais personnellement, il s'est montré trop maladroit et sur la scène nationale, il a agi comme un amateur.

L'histoire n'est pas encore terminée. Si notre thèse est juste, nous verrons de nouvelles tentatives de vider les débats politiques de tout contenu et de se concentrer sur les deux seuls sujets de l'UE et de la nation, liés à la critique de la sécurité sociale et à la propagande du réarmement militaire. On nous présentera bientôt un leader politique de la jeune génération appuyant le projet de l'UE avec force et encore plus agressivement qu'aujourd'hui. Ou peut-être cela se fera autrement: à la différence de la France, habituée au régime présidentiel, ce sera chez nous plutôt une clique multicolore de jeunes leaders. Nous sommes encore en manque d'une figure lumineuse tels Macron ou *Kurz*. Donc, nous verrons plutôt une équipe multipartite, ce qui peut également éveiller des sympathies.

Le narratif antinational restera toujours lié au sujet de la guerre contre les actuels innombrables avatars de *Hitler*… pardon, je voulais dire, au nom de la responsabilité internationale et de l'aide humanitaire. Voilà une méthode qui a fait ses preuves pour éliminer les divergences politiques au sein du peuple. En 1914, l'empereur déclara: «Je ne connais plus de partis politiques…». Aujourd'hui cela pourrait correspondre à dire: «Je ne connais plus de nations, je ne connais plus que des Européens.» Récemment, dans le cadre de la Conférence de sécurité de Munich, le ministre des Affaires étrangères intérimaire *Sigmar Gabriel* a formulé cela de la manière suivante: «L'Europe ce n'est pas tout, mais sans l'Europe tout n'est rien». Eh bien? Sur quoi a-t-il donc prêté serment?

Le projet politique de destruction suivi par un projet de reconstruction sera plus compliqué à réaliser chez nous qu'en France – car dans ce cas, notre système de partis politiques a même un effet de blocage positif. Ce sera également plus difficile qu'à l'époque de l'empereur Guillaume – la contre-information au sein de l'opinion publique est beaucoup plus grande. Mais cette contre-opinion publique doit encore se rassembler et agir de manière unie. Et elle doit reconnaître la polarisation spécifique qui est en train d'être construite. Voilà la tâche principale pour contrecarrer l'actuelle propagande antidémocratique et belliciste à laquelle nous sommes exposés. •

(Traduction *Horizons et débats*)

* *Christian Fischer* est ingénieur diplômé et auteur de deux livres concernant la démocratie allemande («Demokratisches Manifest 21, Souveräne Bürger – direktere Demokratie», 2012, ISBN 978-3-8301-1558-8 et «Demokratie buchstabieren», 2014, ISBN 978-3-7357-9273-0). Il vit à Cologne.

«Que faire en temps …»
suite de la pge 3

Elle est appliquée encore de nos jours. La grande majorité des gens veulent vivre en paix avec leurs semblables, veulent que l'autre se porte bien, ne cherchent pas des querelles et des conflits. Mais, les querelles et les conflits peuvent être attisés en versant de l'huile sur le feu. Entre les peuples, mais également à l'intérieur de notre pays. D'un côté une vieille méthode malheureusement fonctionnant toujours à nouveau. Là, chacun peut contrecarrer. A qui cela profite, quand nous nous querellons? Certainement pas à nous!

Conserver une attitude droite

Troisièmement: il s'agit de conserver une attitude droite. Je ne me laisse pas irriter dans mon sens éveillé de ce qui est juste ou faux. Cela nécessite les sentiments *et* la raison. Les propagandistes de la guerre et des représentations hostiles de l'autre font appel à nos sentiments avec des messages émotionnellement chargés et surtout des images. Le mieux est de ne rien croire spontanément, mais de toujours aller au fond des choses. Malheureusement, nos médias ne sont pas d'une grande aide, une grande partie est sous l'influence de l'appareil de propagande. Cela a plusieurs raisons, les journalistes eux-mêmes ne sont pas plus mauvais que vous et moi. Je dois donc me fonder sur ma raison éveillée et poser des questions critiques. A l'école déjà, nous avons appris à poser toutes les différentes sortes de questions (qui, quand, comment, pourquoi, etc). S'il n'y a pas de réponse plausible, il faut se méfier. Mais personne ne doit être forcé à dire constamment ce qu'il pense ou à faire de la résistance. Dans sa parabole «Massnahmen gegen die Gewalt» [Des mesures contre la violence], *Bertold Brecht* parle d'un homme qui n'a jamais ouvertement résisté à la violence. Il disait que son devoir n'était pas de se faire casser les reins. Mais il a toujours refusé de se soumettre intérieurement la violence. C'est la moindre de chose qu'on peut faire.

Sans amis, ce n'est pas possible

Quatrièmement: tout cela n'est pas possible sans avoir des amis, des personnes en qui je peux avoir confiance, avec qui échanger de tout librement et ouvertement. Il faut soigneusement développer des relations humaines et honnêtes avec des personnes dont j'aimerais faire la connaissance. Dans de tels échanges, on réalise si cette personne s'intéresse à des questions similaires aux miennes et si elle est heureuse de rencontrer quelqu'un avec qui partager ses propres idées.

Assurer la survie!

Cinquièmement: la chose la plus importante en temps de guerre est d'assurer la survie! Ma propre vie et celle d'autrui. Cela nous semble encore très lointain. Mais pour les habitants des régions de guerre ce ne l'est pas. Ces gens ont eux aussi le même droit à la vie que nous. Partout où j'en ai l'occasion, j'accuse l'injustice et l'inhumanité de la guerre. J'appelle un chat un chat. Les personnes parlant d'une «intervention humanitaire» ou de tous ces autres terribles mensonges sont appelés, devraient perdre la voix suite à de telles monstruosités. «La guerre est obsolète!» a déclaré un vétéran américain en parlant des horreurs de la guerre vécue, il y a quelques années. Cela n'a pas changé et ne changera pas, même si nos «responsables» continuent d'agir de manière inhumaine et belliciste. «La guerre est obsolète!»

Les partis politiques ne seront probablement pas en mesure d'aider

Sixièmement: il ne sert à rien d'espérer que d'autres puissent résoudre les problèmes. Depuis 1945, l'histoire des partis en République fédérale d'Allemagne a montré une chose: contrairement à la disposition correspondante de la Loi fondamentale, les partis ne sont pas créés «librement». Les préoccupations d'une grande partie des membres de partis honnêtes sont mises en attente quand il s'agit de l'essentiel. Alors, ce sont d'autres forces qui apparaissent et tout est décidé de haut en bas. Il ne s'agit plus que de mettre en œuvre les directives stratégiques des personnes en arrière-plan. *George Soros* en est un excellent exemple.

La démocratie directe conviendrait bien à l'Allemagne

Septièmement: la meilleure chose pour l'Allemagne serait une démocratie directe honnête à tous les niveaux étatiques. Mais, cela ne peut pas non plus être ordonné. Il s'agit d'un projet à long terme, pour lequel il faut l'engagement et un gros travail des citoyens en grand nombre, faisant avancer ce projet malgré les turpitudes de notre temps. La démocratie directe exige une culture politique basée sur le dialogue et des échanges honnêtes d'égal à égal, la volonté de connaître ses propres besoins et ceux d'autrui et de vouloir trouver des solutions pour servir le bien commun. Un engagement pour un meilleur avenir – qu'on peut développer dès aujourd'hui. •

Courrier des lecteurs

De quel humanisme parle-t-on?

Chantre du *macronisme*, ayant évolué dans l'ombre du *sarkozysme*, *Jean-Michel Blanquer* ne souhaite pas être catalogué dans une catégorie politique. (cf. *Horizons et débats* nº 5 du 5/3/17, p. 5) L'éducation n'est «ni de droite ni de gauche» se complait-il à répéter. Refusant toute chapelle partisane et tout dogmatisme, il veut apparaître idéologiquement neutre. Mais n'y a-t-il pas là une énorme contradiction quand on s'évertue à placer l'éducation sous le joug de l'empire des entreprises et le sceptre du sacro-saint néo-libéralisme?

Avons-nous dans ces conditions un enseignement libre de tout formatage? De quel humanisme, de quelle science, de quelle expérimentation peut-on se prévaloir lorsqu'on rabaisse et réduit l'individu à l'état de robot économique? N'est-il pas contradictoire de prétendre «éduquer» l'homme en voulant le transformer en un instrument docile d'une manipulation qui le place au centre de l'essor économique et dans la frénésie d'une société de consommation? Solidarité et complémentarité entre les individus n'ont jamais été l'apanage du libéralisme fondé sur la théorie de la «Main invisible» du marché par *Adam Smith.*

L'accélération vers une société d'esclavage économique pour le monde de l'entreprise, dont l'école devient le principal acteur, brade notre civilisation à des intérêts marchands.

Nicole Duprat, professeur des écoles à la retraite, France

Analyse de livre

Des enfants pris dans le filet des grands groupes internationaux

Plaidoyer pour une discussion responsable et honnête concernant la mission de notre école publique

Enfin a paru une analyse résumant les «réformes scolaires» actuelles très controversées en Suisse. Pendant des décennies, les parents et les enseignants ont observé et commenté les changements introduits dans nos écoles en petits pas constants. Un flux grandissant de contributions dans les médias concernant ces modifications problématiques en témoigne. Après l'introduction du Plan d'études 21 dans un proche avenir, les débats se renforceront très certainement.

Le nouveau livre de *Judith Barben,* auteur de l'ouvrage «Les Spin Doctors du Palais fédéral – comment la manipulation et la propagande compromettent la démocratie directe», résume la critique envers ces «réformes» ordonnées d'en haut de façon convaincante. Il en explique également les dessous, par exemple le fait que l'origine de ces bouleversements funestes se trouve dans les intentions de l'OCDE de mettre en œuvre en Europe les «réformes scolaires» à l'américaine – réformes ayant auparavant ruiné le système de l'enseignement public des Etats-Unis. L'auteur décrit sans ambages et de manière transparente les auxiliaires suisses dans les domaines de la pédagogie, de la politique et de la vie publique en les plaçant devant leurs responsabilités.

Cette nouvelle parution n'est pas seulement un document de référence pour les initiés – non, elle s'adresse très concrètement aux mères et pères intéressés en leur donnant une orientation pour comprendre l'école «réformée» et savoir comment y réagir. Judith Barben décrit avec beaucoup d'amour et de conviction l'importance de l'apprentissage correct et sensé de la lecture, de l'écriture et du calcul – les fondamentaux de notre système d'éducation public. Suite à l'individualisation exagérée et la digitalisation totale ces fondements de l'éducation humaniste dans le sens de *Pestalozzi* sont à nouveau remis en question. C'est pourquoi il est important pour nous, en tant que parents et enseignants, de savoir en détail ce qui se passe dans l'école «moderne» et quelles sont les forces en jeu.

Quiconque est intéressé par ce sujet, ne pourra plus mettre de côté ce livre, avant de l'avoir terminé. Judith Barben a réalisé un travail convaincant, décrivant avec grande clarté un contexte complexe et jusqu'à présent dissimulé. Un ouvrage précieux, notamment pour les enseignants et les parents.

«Starke Volksschule», Saint-Gall

(Traduction *Horizons et débats*)

Les enfants allemands sont également «pris dans le filet des grands groupes internationaux»

par Maria Koch

«Des enfants pris dans le filet des grands groupes internationaux» – cette analyse correspond à la réalité également pour le paysage éducatif allemand. Bien plus auparavant qu'en Suisse, on a lancé des réformes similaires, en partie avec d'autres dénominations, par exemple l'euphémisme de «Gemeinschaftsschule» [école communautaire]. Les Länder de Brême, de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de Hambourg furent les premiers concernés, avec par la suite des résultats catastrophiques. Malgré cela, même le Bade-Wurtemberg et la Bavière suivirent le mouvement, malgré l'obtention par ces Länder des meilleurs résultats du pays, précédemment. Et maintenant, les nouveaux Länder fédéraux doivent suivre le mouvement: avant la chute du Mur, les citoyens critiquaient le système scolaire principalement à cause de l'endoctrinement idéologique. Beaucoup d'entre eux n'en voulaient plus, l'enseignement public était l'un des sujets principaux de l'époque du grand chamboulement.

Cependant, aussitôt que l'Allemagne de l'Ouest «reprit le contrôle» des Länder orientaux, toute discussion fut abandonnée – notamment en matière de formation. Les réformes déjà mises en vigueur en Allemagne de l'Ouest furent imposées à l'Est. Entretemps, de nombreuses personnes ayant bénéficié de solides connaissances enseignées en RDA sont horrifiées du faible niveau du savoir et des capacités des écoliers. Ce n'est donc pas étonnant que la Saxe soit un des premiers Länder fédéraux aspirant à préserver un apprentissage solide.

Pour les habitants des nouveaux Länder, ces «réformes scolaires» survinrent de manière totalement inattendue et incompréhensible. On avait accoutumé les citoyens des anciens Länder subrepticement, petit à petit, depuis les années 1960, aux changements. Là non plus, on ne comprenait pas ce qui se passait. Les débats sur ce sujet n'eurent pas lieu, ni à l'ouest ni à l'est, car les forces politiques ne le voulait pas – d'ailleurs, comme en Suisse.

Le livre de Judith Barben décrit les développements et met en évidence les dessous de ces réformes – imposées à l'échelle européenne. Les lecteurs allemand [et français, ndt.] trouveront de nombreux parallèles. Les mots-clés tels que réduction des matières, rupture des valeurs, classes multiâges, suppression de toute progression logique dans l'apprentissage, tests «PISA», apprentissage «orienté selon les compétences», TDAH et Ritaline, digitalisation dès la maternelle. L'auteur compose les parties apparemment incohérentes du puzzle de manière à créer une image claire décrivant les acteurs, les méthodes et les objectifs.

Cet ouvrage est passionnant, bien écrit et rédigé dans un langage compréhensible pour tout un chacun. Voilà une lecture redonnant du courage, car enfin on obtient une vue d'ensemble de ce qui se passe dans le domaine de l'enseignement.

(Traduction *Horizons et débats*)

ISBN 978-3-9524324-2-6
Description détaillée et commandes:
www.eikos.ch/index.php/kinder-im-netz-globaler-konzerne.html

Lire ensemble

par Renate Dünki

Que se passe-t-il quand nous lisons ensemble un texte?

En tant qu'enseignante, pendant longtemps je n'en ai pas été consciente, car la lecture commune en classe était une chose tout à fait naturelle, il y a encore quelques années en arrière. Nous pouvions avoir recours à des livres décrivant des thèmes de l'entourage proche des enfants. Nous étions tous d'accord sur le point suivant: par le rassemblement de toutes les réflexions en classe, la compréhension d'un texte devenait beaucoup plus riche. Nous savions qu'un choix de textes humains et positifs est essentiel et nous pouvions y avoir recours dans de bons livres de lecture. Nous savions également qu'en donnant lecture le vocabulaire et la syntaxe devenaient beaucoup plus différenciés et mieux retenus – important notamment pour des enfants moins soutenus ou bilingues. La parole est le moyen de communication le plus important entre être humains et tout échange sur les contenus d'un texte en classe y contribue grandement.

Actuellement, depuis qu'il n'y a plus d'accord évident sur l'importance de la lecture commune – car l'apprentissage individuel empêche l'enseignement en classe –, je réalise beaucoup mieux la perte de ce trésor pour les enfants.

Pour transmettre la valeur inestimable de la lecture commune, je décris ci-dessous une expérience vécue dernièrement à laquelle j'ai participé personnellement.

Une lecture en classe vécue personnellement

J'ai eu l'occasion de faire lire à haute voix et de discuter une lecture dans un groupe d'apprentissage de 6 enfants entre 7 et 12 ans. Le thème était: quitter son pays, non pas aujourd'hui, mais il y a environ 300 ans. Mon intention était de donner un aperçu de l'histoire pénible des émigrants suisses autour de 1700 et de faire ainsi *ressentir* aux enfants quelques aspects du passé de notre pays.

«Auswanderer aus der Schweiz» [Emigrants de la Suisse] – un texte tiré d'un ancien livre de lecture – était inhabituel pour les oreilles (suisses) des enfants d'aujourd'hui dans le choix des mots et du contenu. Qui connait la signification d'un roi prussien, voire où se trouve la Prusse orientale? «Le surpeuplement de l'époque en Suisse» – serait-ce toujours valable aujourd'hui? «Autour de 1700» – à quelle période cela correspondait-il et quels sont les éléments n'existant pas encore à l'époque? Le titre «Auswanderer» [émigrants] – faut-il penser à des Suisses? Les parents de nombreux élèves ont vécu l'émigration. Mais ils sont émigrés d'autres régions, pour arriver ici dans un pays ordonné et pacifique. Pourquoi? «Parce qu'il y a du travail», a explique un élève originaire de la Macédoine.

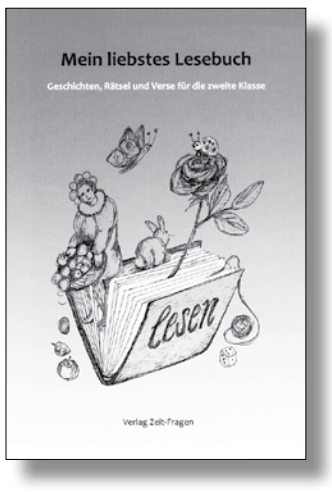
Nous avons lu l'histoire de paragraphe en paragraphe et avons à chaque fois fait un résumé. Le départ du village avec les biens ménagers sur une charrette tirée par un bœuf, le long chemin inconnu – toutes ces réalités d'un autre temps faisaient naître chez les enfants des images intérieures et des questions surgissaient: pourquoi la mère devait-elle consoler les enfants? La peste avait-elle déjà disparu des villages abandonnés en Prusse? Est-ce que tous sont bien arrivés à leur destination? La confirmation de l'arrivée saine et sauve d'une famille à destination durait à l'époque très longtemps, et les parents attendaient souvent plusieurs mois pour savoir si leurs fils ou leurs filles avaient bien terminé leur voyage. Toutefois, ces familles n'arrivaient pas toutes à destination: malgré la grande misère, une famille a fait demi-tour, suite au mal du pays. «Mais alors tout était en vain!» s'est exclamée une fillette de neuf ans pleine de compassion.

Tous ces commentaires des enfants démontraient leur *intérêt* et leur *compassion* à l'égard de leurs semblables de l'époque, sur la base d'un texte, dont je ne m'attendais pas à obtenir des réactions aussi fortes. Pour moi aussi, cela a été une belle expérience de lecture. Aucun enfant ne s'ennuyait alors qu'il n'y avait rien de «passionnant» – pas d'«animation», pas de voyage imaginaire, pas de sujet «pour enfants» – «uniquement» la description des conditions de vie difficiles présentées de manière réaliste, sans pleurnicherie, mais avec un respect naturel devant les expériences de vie de l'époque. Au centre de la lecture à haute voix se trouve la *compréhension commune*. Cela a même motivé les enfants les plus jeunes à lire soudainement de manière fluide et claire. Chacun réfléchissait de manière empathique, posait des questions et comparait la situation avec son vécu. Cette *communauté de lecture active* se stimulait mutuellement. Au centre se trouvait la lecture d'un texte auparavant inconnu et le *dialogue* sur les témoignages contenus dans le texte. Il ne s'agissait pas de «développer des compétences» ou d'«atteindre des buts d'apprentissage», mais d'une véritable formation de l'âme et de l'esprit.

Je pourrais encore raconter de nombreuses expériences de lecture similaires ayant même éveillé chez divers élèves le souhait de devenir «écrivain».

C'est un grand plaisir pour tout enseignant de participer à cette enrichissante réflexion et compassion commune et de la rendre possible par un livre. Car dans une telle histoire les enfants se retrouvent. Ils «comprennent» l'événement vécu pouvant leur servir d'exemple. Cette manière de faire la connaissance d'un texte place au centre le dialogue entre les enfants et les témoignages d'un texte ainsi que les contributions d'un adulte. Cette approche prend au sérieux la personnalité des enfants et leur transmet par le dialogue de nouvelles stimulations et connaissances. De telles expériences enrichissantes sont possibles grâce à la lecture avec les parents ou les grands-parents. Il faut trouver le bon livre et le plaisir contagieux de s'adonner à la lecture d'un adulte. Chacun de nous peut contribuer à ce que notre culture de la lecture soit préservée pour les générations à venir. •

(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-909234-21-9

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Wilhelm Röpke aujourd'hui

De l'actualité du publiciste et grand économiste libéral

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

L'«Institut libéral» de Zurich vient de publier un livre intitulé «Wilhelm Röpke aujourd'hui». Wilhelm Röpke a été l'un des économistes libéraux prépondérants de l'époque de la guerre et de l'après-guerre. Il a vécu en Suisse et appartient aux représentants de l'ordolibéralisme ou du capitalisme rhénan. Avec Walter Euken, Alessandro Rüstow, Ludwig Erhard et bien d'autres, il est considéré comme l'un des architectes intellectuels du miracle économique de l'Allemagne d'après-guerre. Différents auteurs de divers pays rendent hommage à sa vie et à son œuvre dans le livre cité ci-dessus et mettent en relation sa pensée et les problématiques actuelles. (Les numéros des pages cités dans ce texte se rapportent au livre mentionné.)

Wilhelm Röpke est né en 1899 dans une petite ville de la Lüneburger Heide – la lande de Lunebourg en Basse-Saxe – et a passé, comme il le racontait souvent, une enfance heureuse dans cette région de villages et de gros bourgs, qui rassemble des communautés traditionnelles, un artisanat de qualité et une paysannerie active.

Des liens avec la Suisse

Après la Première Guerre mondiale, Röpke sympathisa avec le socialisme. A l'âge de 24 ans, il fut nommé professeur à l'Université d'Iéna, devenant ainsi le plus jeune universitaire enseignant l'économie en Allemagne. Dès 1930, il renouvela sans cesse ses mises en garde contre la dictature national-socialiste. Il n'avait pas pour habitude de mâcher ses mots – ni comme professeur d'économie politique, ni comme citoyen allemand. En 1933, quand les nazis arrivèrent au pouvoir, il fut mis à la retraite anticipée pour cause de «conduite antinationale». Lorsque les SS se présentèrent chez lui, il comprit qu'il était en danger. Il émigra tout d'abord à Londres, où il rencontra *John Maynard Keynes* et *Friedrich August von Hayek*. En 1937, il s'installa à Genève. Il se sentit rapidement très lié à la Suisse, où il retrouvait la plupart de ses principes d'existence mis en pratique. Il y demeura jusqu'à sa mort, en 1966. Röpke enseigna à l'*Institut universitaire de Hautes Etudes internationales* à Genève. De nombreuses personnalités de premier plan étudièrent sous sa direction – tel *Gerhard Winterberger*, qui devint par la suite l'influent directeur de *l'Union suisse du commerce et de l'industrie* (*USCI*, appelée aussi *Vorort*). De 1942 à 1945, il mit au point son importante trilogie «La crise sociale de notre temps», «Civitas Humana» et «L'ordre international».

Libéral par conviction

De cœur et d'âme, Wilhelm Röpke était un libéral qui a pendant des années écrit et enseigné sur la liberté économique et le libre échange, et contre un trop grand interventionnisme de l'Etat. C'était un admirateur des grandes révolutions libérales du XVIIIe et XIXe siècle, qui avaient mis au rancart les monarchies absolues et les avaient remplacées par des gouvernements dont le pouvoir était limité par une Constitution. Il ne douta jamais de la supériorité des marchés libres – implantés dans une société civile forte et consciente de ses valeurs. Il privilégiait les entreprises dirigées par leurs propriétaires et professait un sain scepticisme à l'égard des grands consortiums. Ceux-ci avaient, certes, aussi leurs avantages dus à leur taille mais ne devaient cependant pas être favorisés par la législation. (p. 88) Röpke luttait non seulement contre le collectivisme totalitaire des nationaux-socialistes et d'autres socialistes, mais il n'était pas non plus en faveur d'un interventionnisme excessif de l'Etat et se prononçait contre la planification dans l'économie de marché. Pendant la grande crise économique des années trente, des voix s'étaient élevées, se demandant si l'économie de marché libérale n'aurait pas dû être remplacée par un ordre régi par l'Etat. On parlait déjà du rôle directeur de l'Etat qui devrait intervenir avec fermeté lors des difficultés, sauver les grandes entreprises, relancer une économie stagnante en suscitant la demande par l'augmentation des dépenses publiques, se préoccuper davantage de justice sociale et de beaucoup d'autres choses encore. Tout devait être contrôlé à partir d'en haut, financé par la dette en faisant marcher la planche à billets. John Maynard Keynes était l'un des tenants de cette politique interventionniste. Au contraire, Röpke voyait l'Etat bien plus dans le rôle de l'arbitre, celui qui s'occupe de l'observance des règles du jeu, que dans celui de capitaine, qui dirige le mouvement et même, y participe activement.

Principes ordolibéraux

Dans l'univers des économistes, les experts de l'économie de marché partent de la question: quelles sont les conditions légales et les principes réglementaires nécessaires au bon fonctionnement et développement de l'économie libérale?

Le noyau de la doctrine de Röpke est la liberté économique dans le cadre d'une société libérale. Il faisait dériver la liberté économique – à son époque, elle était définie en Suisse comme la liberté de commerce et d'industrie – de par le droit de nature de la liberté individuelle et de la dignité humaine. C'était le point de départ d'un cadre réglementaire basé sur des principes, tels la garantie de la propriété privée, la liberté d'association et l'ouverture des marchés. C'était aussi le cas pour la stabilité de la politique monétaire, les réglementations décentralisées, une politique économique modérée, des charges fiscales mesurées, la maintenance du système éducatif, la protection des personnes vulnérables, un certain équilibre social lui-même relié à une sorte de filet de sécurité. Tout cela, implanté dans un cadre libre incluant si possible une très vaste autodétermination, l'esprit d'entreprise, la libre coopération et l'indépendance. Selon Röpke, un tel Etat correspondait à la dignité et à la liberté humaine, beaucoup plus qu'un Etat collectiviste – que celui-ci le soit au plan national ou social.

Recherche de valeurs

Wilhelm Röpke, ainsi que d'autres libéraux, représentait la conviction engagée que le marché libre ne doit inclure aucun automatisme qui résolve de lui-même toutes les problématiques (Laisser faire). Ainsi, même un marché hebdomadaire de village possède ses propres règles devant être respectées.

Pour Röpke, cela inclut cependant également une recherche de valeurs – une éthique qui trouve son origine dans l'individu et inclut son prochain. L'offre et la demande (dont parlent continuellement les économistes) ne sont en rien des abstractions, mais des concepts qui recouvrent des individus qui tous travaillent, s'occupent, produisent, proposent des services, consomment etc. Une conception de l'homme qui ne repose pas sur les masses mais trouve son origine dans l'individu, là se trouvait pour Röpke la base de toute économie. C'est ainsi que Röpke n'était pas non plus enclin aux modèles dans lesquels l'offre et la demande sont réduites aux dimensions qualifiables et quantifiables et dans lesquels les individus n'agissent que de façon utilitaire. Quelles sont pour Röpke les valeurs primordiales? Il cite des vertus comme l'application, l'attention, l'économie, le sentiment du devoir, la sûreté, la ponctualité et l'adéquation. A un autre endroit, il complète avec des qualités personnelles comme le courage, l'honnêteté et la sincérité – en corrélation avec des principes du monde des affaires, tel celui de «Pacta sunt servanda» (les conventions doivent être respectées) et la bonne foi.

En outre, la responsabilité sociale ressort de la propriété privée et on trouve aussi des institutions comme par exemple un service public de cartel – garantissant la concurrence et empêchant les monopoles – lequel se rattache aux lois du marché. Röpke souligne toujours que les conditions générales éthiques n'apparaissent pas spontanément. Le marché ne peut pas les générer, mais c'est l'individu qui les amène avec lui lorsqu'il va sur le marché.

Comment naissent les valeurs?

Röpke mentionne en particulier de petites communautés de la société civile dans lesquelles se rencontrent et sont transmises des valeurs, telles par exemple la famille, l'église, les communautés de classe à l'école, les vraies communautés, telles les associations, les unions, les coopératives, les cercles amicaux et les cercles de réflexion, et d'autres groupes similaires. Ces communautés contribuent à la formation d'une identité individuelle, au sein de laquelle s'entretiennent les traditions et la conscience historique.

On peut résumer comme suit: Röpke était un conservateur libéral attaché aux valeurs, qui en tout temps soulignait que la libre entreprise doit reposer sur des valeurs pour lesquelles nous devrions nous engager quotidiennement. (p. 92) Elles sont les supports nécessaires qui préservent le marché de la dégénérescence. C'est là son héritage permanent.

«L'économie de marché n'est possible à long terme que si ces valeurs, coutumes et règles se perpétuent, et se développent parallèlement au-delà de l'offre et de la demande.» (Wilhelm Röpke. *Au-delà de l'offre et de la demande.* 1958)

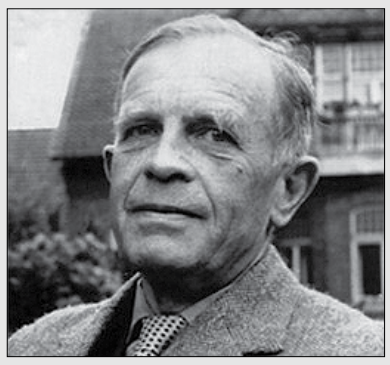
Quelles sont les conditions pour le bon développement des petites communautés?

Pour Röpke, la réponse est évidente: dans des structures réduites et décentralisées. L'oppression, la corruption, l'arbitraire et le collectivisme trouvent toujours leur origine dans la désorganisation et la destruction des communautés réduites. Ainsi, pour lui, le fédéralisme et l'autonomie administrative communale sont les piliers de la fondation d'un ordre social libre – avec des coopératives puissantes, un tissu associatif marqué et une citoyenneté républicaine non orientée vers le haut, car elle n'a pas besoin d'une élite qui pense à sa place et lui confisque sa pensée. Röpke appelait sans relâche à retrouver le «sens de la vie en commun». (*Alain Laurent*, p. 156) C'est sans aucun doute la Suisse – où Röpke a vécu plus de trente ans – qui lui a inspiré ce courant de pensée. C'est là aussi qu'il a pu éprouver le sens du débat et d'une confrontation modérée et conciliante.

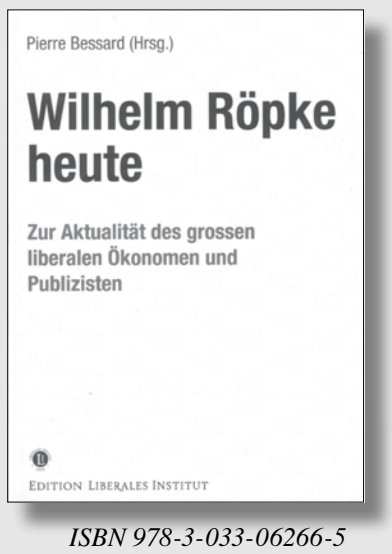
Contexte de la doctrine de Röpke: la culture politique de la Suisse

Wilhelm Röpke a participé aux débats politiques par ses nombreux articles – avant tout par les articles publiés dans la «Neue Zürcher Zeitung», dans des journaux de Suisse romande et dans les *Schweizerische Monatshefte*. Il a aussi été témoin de plusieurs votations populaires. Certes, il ne les mentionne pas directement dans ses livres parce qu'il n'a jamais écrit de livre sur la Suisse. Pour quiconque souligne en tant que libéral comme Röpke le «sens du vivre ensemble», la participation est tout aussi importante que l'autodétermination – un principe qu'on retrouve dans les articles économiques libéraux de la Constitution fédérale suisse.

La liberté de commerce et de l'industrie, tout comme les garanties fondamentales individuelles ainsi que le principe de conception de l'ordre économique trouvent leur origine en Suisse dans les Constitutions cantonales du XIXe siècle. Elles ont



Wilhelm Röpke (photo mad)



ISBN 978-3-033-06266-5

été reprises en 1874 dans la Constitution fédérale après qu'elles aient déjà fait leurs preuves dans les communes et les cantons. Ce qui fut cependant extraordinaire, c'étaient que les électeurs de l'époque établirent une relation entre la liberté économique et la démocratie directe. C'est-à-dire que le peuple détermine en grande partie lui-même les éléments essentiels des conditions-cadres de l'économie et la direction à prendre en politique économique – cela a été concrétisé suite à de nombreuses votations populaires. Si l'on dénombre, en plus des scrutins portant sur des dispositions purement économiques, également les votations touchant à des sujets sociaux, environnementaux, et financiers (qui en font partie) cela fait en tout, uniquement au niveau fédéral jusqu'à nos jours, plus de 200 scrutins – au niveau communal et cantonal, leur nombre est encore plus élevé. La notion d'«économie sociale de marché» que Röpke avait retenue, s'associe en Suisse à la «démocratie sociale». C'est pour cette raison que la Suisse est, dans le monde entier, le seul pays qui reconnaisse la liberté économique comme un droit de l'homme ou un droit de liberté. (Kölz – 2004, p. 870) Ni la Loi constitutionnelle allemande, ni la Constitution américaine ne sont allées aussi loin.

Röpke aujourd'hui – intégration européenne, GATT et WTO

Les auteurs du livre «Wilhelm Röpke aujourd'hui» établissent des parallélismes avec les questions aujourd'hui d'actualité, comme l'intégration européenne, la globalisation et l'Etat social. Voici quelques informations et remarques à ce sujet:

Röpke n'était pas un adversaire radical de l'intégration européenne. Il critiquait et mettait en garde contre toute forme de centralisation dissimulée, de bureaucratie et de monopole. A ce sujet, *Richard Eberling,* dans son article «Economie politique libérale dans un monde post-totalitaire» (p. 97): Röpke ne rejetait pas fondamentalement l'intégration de l'Europe, mais il insistait pour que celle-ci vienne du bas. L'intégration se développerait plus efficacement si les nations se libéralisaient de façon interne et unilatérale et pratiquaient ensuite l'ouverture à leur guise. Ainsi les institutions supra-européennes, qui gèrent le processus d'intégration d'en haut et peuvent même le forcer, n'étaient pas nécessaires. Aujourd'hui, Röpke verrait dans les réactions des pays de Visegrad comme la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie une réaction naturelle envers les planificateurs centraux de Bruxelles. La seule possibilité à moyen terme serait un véritable «décentrisme» (*Gerd Habermann*, p. 87) fondé sur un libre-

Suite page 7

Röpke – actuellement en France

ww. Le livre «Wilhelm Röpke aujourd'hui» évoque la «Déclaration de Paris», reproduite dans les colonnes d'«Horizons et débats» no 29/30 du 27/11/17. Il est étonnant que, de nos jours, des professeurs de faculté et des personnalités françaises développent une pensée tout à fait semblable à celle de l'Allemand *Wilhelm Röpke* dans l'immédiate après-guerre. Eux aussi veulent pour l'Europe un avenir «libéral dans le meilleur sens du terme», préservant la démocratie et respectant les particularités nationales.

Ernst Würtenberger – artiste, homme de lettres et pédagogue

Expositions à Constance et Gaienhofen

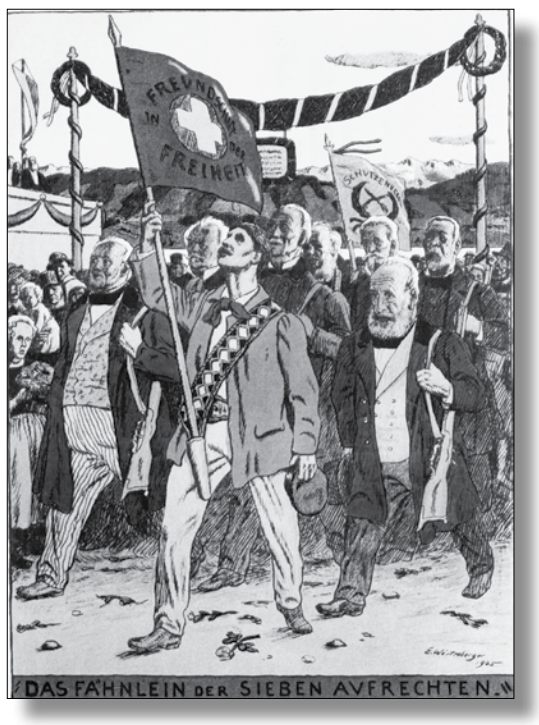
par Urs Knoblauch, journaliste culturel, Fruthwilen TG

Deux expositions actuelles consacrées à l'œuvre d'*Ernst Würtenberger* sont actuellement à voir: A Constance, dans les étages de la galerie Wessenberg, *Barbara Stark* a de nouveau réalisé une exposition impressionnante centrée sur de nombreuses peintures d'Ernst Würtenberger et d'autres peintres dans son entourage. L'exposition met un accent particulier sur les activités de l'artiste pendant une vingtaine d'années à Zurich – à l'époque un centre artistique en pleine éclosion – et ses liens avec des œuvres de peintres contemporains et de ses modèles.

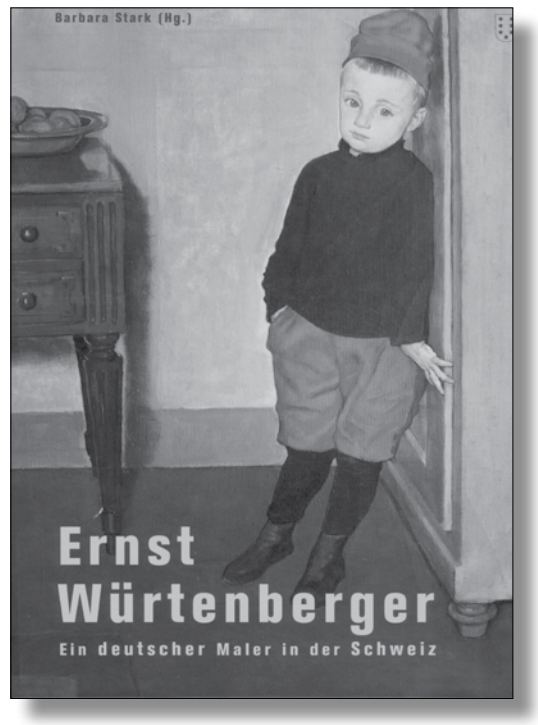
La seconde exposition est littéraire, réalisée par *Ute Hübner* et *Inga Pohlmann* au *Musée de Hesse* à Gaienhofen sur la péninsule de Höri (lac de Constance), est également une réussite. Le musée montre une exposition sur la vie et l'œuvre du poète en combinaison avec des peintures créées par des artistes originaires de la région ou y ayant trouvé refuge à l'époque de la Guerre mondiale. Grâce aux recherches scientifiques intenses dans les domaines de l'art et de la littérature, les deux expositions invitent à la redécouverte de l'œuvre et de la vie d'Ernst Würtenberger (1868–1934). Un catalogue, généreusement illustré et contenant des contributions de divers auteurs est disponible. Dans la préface, les auteurs rendent hommage à l'artiste: «Ernst Würtenberger était un portraitiste brillant et un peintre à succès, un excellent graveur sur bois, un enseignant sensible et doué en didactique, un esprit analytique, un rhétoricien passionné, un créateur engagé, aux liens sociaux les plus divers, un fidèle ami ainsi qu'un père et mari attentif. Il disposait d'humour, de divers intérêts littéraires et appréciait le débat intellectuel.»

Vie de famille harmonieuse, études fondées et de nombreuses amitiés

La famille Würtenberger vivait à Steisslingen près de Radolfzell, dans la Hegau. Jusqu'à l'âge de 7 ans, Ernst a pu profiter de la vie à la campagne avec ses trois frères et sœurs. Sa mère, très attentionnée, était issue d'une famille de brasseurs et d'aubergistes de la région. En 1876, la famille s'installa en Suisse, à Emmishofen près de Kreuzlingen. Son père, d'abord géomètre et professeur privé, devint associé d'une tuilerie. Ernst commença tôt à dessiner en excellant surtout comme portraitiste. Son frère prit également goût à l'art et se spécialisa dans l'art plastique et la céramique. Ernst fréquenta le lycée de Constance et continua ses études avec le soutien de son père, après avoir passé l'exigeant examen d'entrée, à la fameuse Académie des Beaux-Arts de Munich entre 1888 et 1892. Dans les années 1895/96, il élargit son horizon par des stages à Florence, des visites à l'atelier d'*Arnold Böcklin* et comme élève-maître chez *Ferdinand Keller* à Karlsruhe. Très jeune, il rédigea des textes sur différents sujets d'arts et sur Arnold Böcklin, un des peintres les plus importants de l'époque. Il développa de nombreuses amitiés, notamment en 1903 avec *Hermann Hesse* et beaucoup d'autres auteurs faisant de la littérature et de l'art dans la région du lac de Constance, suite à quoi il put illustrer divers livres. Würtenberger appartenait à l'important groupe d'artistes basés sur un réalisme éthique, qui influença fortement l'art du XIXe siècle. Un exemple typique est son chef d'œuvre intitulé «Der Konstanzer Stadtrat» [Le conseil municipal de Constance] de 1899 représentant la manière précise et sensible avec laquelle il observait les personnes réunies autour d'une table, en pleine discussion politique.



Le drapeau des sept Montants (1905).



Catalogue d'exposition (ISBN 978-3-03850-040-7).

Années intenses à Zurich et à Karlsruhe

En 1902, Würtenberger s'installa avec sa famille à Zurich, où il passa, jusqu'en 1921, ses années d'activité artistique les plus fructueuses. Il fut embauché en tant que professeur d'arts et de dessin à la «Kunst- und Gewerbeschule für Damen» [Ecole professionnelle des Beaux-Arts pour dames] de *Louise Stadler* et s'établit en tant qu'artiste indépendant avec un succès grandissant. De 1914 à 1921, il était enseignant pour le dessin figuratif à l'Ecole professionnelle des Beaux Arts de Zurich. Il put profiter des liens amicaux tissés avec l'historien littéraire *Adolf Frey* et le chef du feuilleton de la «Neue Zürcher Zeitung» *Hans Trog,* des rapports fondés dans le respect et la promotion réciproque de leurs activités culturelles. Würtenberger s'engagea dans la *Zürcher Kunstgesellschaft* où il fut membre de la commission responsable de la collection et des expositions. Würtenberger fut coresponsable de la réalisation d'expositions magistrales sur les impressionnistes français et sur *Félix Valloton*. L'artiste était inspiré de l'œuvre de *Ferdinand Hodler*, s'engageant en sa faveur et pour la reconstruction du Kunsthaus de Zurich. Würtenberger se situe dans la tradition d'une nouvelle peinture figurative dont on put admirer les œuvres lors de la grande manifestation artistique de 2013/14, intitulée «Die andere Moderne – Kunst und Künstler in den Ländern am Rhein 1900–1922», présentée dans la Wessenberg-Galerie à Constance, au Musée Giersch à Francfort et dans la Städtische Galerie de Karlsruhe.

En 1920, Würtenberger créa une série impressionnante de gravures sur bois, consacrées à l'autobiographie de l'auteur suisse *Ulrich Bräker* («Lebensgeschichte und natürliche Abenteuer des armen Mannes im Tockenburg»). En 1921, il fut convoqué comme professeur à la Badische Landeskunstschule où il œuvra jusqu'à sa mort en 1934. Il créa de précieux manuels pour ses étudiants, contenant ses expériences dans les diverses techniques graphiques. Ses livres intitulés «Zeichnung, Holzschnitt und Illustration» (1919) ainsi que «Arnold Böcklin» (1927) le rendirent fameux.

Würtenberger était grand admirateur de l'œuvre de *Gottfried Keller*. Dans les deux expositions, on admirera la lithographie coloriée de 1905, «Das Fähnlein der sieben Aufrechten» [Le drapeau des sept Montants]. Cette illustration représente un groupe de tireurs suisses, suivant leur drapeaux. Ce sont les écrivains Jeremias Gotthelf, Conrad Ferdinand Meyer, le peintre Anselm Feuerbach, puis entres autres l'architecte Julius Kunkler, le peintre Rudolf Koller et, à droite, Gottfried Keller et derrière lui Arnold Böcklin. Ce tableau rendant hommage à des artistes illustres ainsi que les deux expositions incitent à la lecture et à la réflexion concernant la mission et le sens de l'art. Dans «Fähnlein der sieben Aufrechten» (nouvelles zurichoises) on trouve, par exemple, les magnifiques paroles concernant la responsabilité civique: «Ni le gouvernement ni les bataillons ne peuvent protéger le droit et la liberté, tant que les citoyens ne sont pas capables de sortir devant leur maison pour voir eux-mêmes ce qui se passe dans les environs.» On ne peut que souhaiter un public nombreux pour ces deux expositions. •

L'exposition de Constance est ouverte jusqu'au 1er avril 2018, de mardi à vendredi de 10h–18h, et les samedis et dimanches de 10h–17h.
www.konstanz.de/wessenberg

L'exposition spéciale de Gaienhofen est ouverte jusqu'au 6 mai 2018. Ouverture du musée jusqu'au 11 mars: vendredi et samedi de 14h–17h dimanche de 10h–17h; du 13 mars au 1er novembre 2018: de mardi à dimanche de 10h–17h.
www.hesse-museum-gaienhofen.de

«Wilhelm Röpke aujourd'hui»
suite de la page 6

échange personnalisé – sans directives centralisées ou sans diktat. Aujourd'hui, Röpke recommanderait à l'UE de se rappeler ce qui fonctionne vraiment et d'envisager un démantèlement laissant à nouveau aux pays indépendants plus de marge de manœuvre.

Röpke avait également apprécié le GATT comme il se présentait à l'époque, en raison du fait que les accords étaient plus flexibles à divers titres et moins stricts que la WTO d'aujourd'hui (qui, dans son approche dissimulée a plus ou moins échoué). Dans le GATT, les pays en voie de développement avaient un grand espace de liberté et des exceptions étaient possibles.

Même la Suisse avait réussi, en 1966, à négocier une convention qui rendait possible la politique d'autodétermination agricole dans les années soixante-dix et quatre-vingt, avec de nombreuses votations populaires. Les règles strictes de la WTO et de l'UE donnent au contraire la préférence à de grands consortiums et entravent la souveraineté des pays.

L'AELE comme alternative

Comme le dit l'Américain *Samuel Gregg*: «Röpke avait une représentation claire d'une alternative à l'UE: l'*Association européenne de libre-échange (AELE)*, fondée en 1960 comme contre-modèle à la CEE. L'AELE ne se focalisait pas uniquement sur l'établissement d'une zone de libre-échange entre ses membres et des Etats-tiers non-européens, mais elle avait renoncé à une bureaucratie de grande envergure et à des tentatives d'imposer à ses membres une politique social-démocrate venue d'en haut.» (p. 143)

Le libre-échange, oui – c'était le credo de Röpke – mais en sauvegardant les structures démocratiques et les particularismes nationaux. L'AELE n'employa jamais plus de 200 collaborateurs – même pendant les années où elle comptait le plus grand nombre de membres. Aujourd'hui, l'AELE à Genève emploie environ une centaine de collaborateurs. A Bruxelles, l'UE en emploie à peu près 75 000. La Grande-Bretagne (qui veut aujourd'hui sortir de l'UE) n'a pas participé en 1957 à la CEE et demeurait en 1960 membre fondateur de l'AELE – ainsi que l'Autriche, la Suède, le Danemark et la Norvège, le Portugal, le Liechtenstein et la Suisse. La Grande-Bretagne n'adhéra qu'en 1972 à la CEE – sous la pression des Etats-Unis (comme le prouvent aujourd'hui les documents accessibles – cf. *dodis.ch/30116)*. Aujourd'hui les Britanniques se souviennent qu'il y a une alternative à l'UE de plus en plus centralisatrice.

Séparation entre économie et politique

Röpke plaidait en Europe – comme le montre *Richard Ebeling* (USA) dans son article (p. 114) – pour un ordre économique et un espace de paix qui sépare la politique et l'économie. En Suisse, l'équipe du conseiller fédéral *Hans Schaffner* avait suivi cette recommandation dans les années 1960, et négocié l'important accord commercial de libre-échange des pays de l'AELE avec la CEE de l'époque. Ils eurent du succès. Lors du référendum de 1972, l'approbation de l'accord atteignit plus de 70%. Cet accord ayant fait ses preuves, fut par la suite réaménagé plusieurs fois et reste encore valable aujourd'hui. Il aurait encore pu être réaménagé. Ceci n'a pas eu lieu, le Conseil fédéral ayant, malgré le non à l'Europe prononcé par le peuple en 1992, poursuivi pendant plus de 10 ans l'objectif stratégique d'une adhésion à l'UE. Les «Accords bilatéraux» devaient aplanir la voie dans ce sens. Ils se distinguent en cela de l'Accord de libre échange de 1972. Röpke ne voulait pas non plus d'un accord-cadre qui aurait attaché politiquement encore plus la Suisse à l'UE, pour développer une «union toujours plus étroite». *Martin Schulz*, qui fut un temps président du SPD en Allemagne, voulait que les «Etats-Unis d'Europe» soient une réalité avant 2025. Au contraire, Wilhelm Röpke aurait recommandé à l'UE une déconstruction de manière à revenir à une Europe réellement libre.

Questions actuelles

La libéralisation du marché transfrontalier du courant électrique prescrite par les autorités de Bruxelles veut elle aussi rapprocher sur le plan politique des pays extrêmement différents dans le domaine de l'alimentation en énergie? Elle fonctionne plus mal que bien. Bruxelles voudrait y arrimer la Suisse. Röpke serait plutôt contre, car cet ordre centralisateur est dirigé vers de grands consortiums alors qu'en Suisse, il y a toujours plus de 600 petites et moyennes entreprises d'électricité, souvent avec leurs propres centrales d'énergie hydraulique qui approvisionnent les ménages et les entreprises dans leur propre région en toute sécurité et en fournissant le courant au prix de revient. Röpke plaidait pour un filet de sécurité sociale – mais pas pour un Etat social, qui affaiblit l'indépendance et l'initiative individuelle, le système de milice et le soutien mutuel dans les communes et les plus petites communautés. *Erich Weede* (Allemagne) souligne dans son article «La crise de l'Etat-providence moderne» (p. 119) que l'Etat social d'aujourd'hui a aussi des effets secondaires. «Dans les pays les plus pauvres d'Europe, ou dans l'espace méditerranéen, beaucoup de gens savent que les prestations sociales sont beaucoup plus élevées en Allemagne et dans d'autres pays européens que tout ce qu'ils peuvent attendre dans leur pays natal.» (p. 126) La mobilité de l'immigration et de l'émigration appartient à une économie de marché et à un Etat de droit libéral. Cela ne veut pourtant pas dire – comme le disait Röpke – qu'un Etat souverain ne peut pas aussi réglementer les migrations.

Mont Pèlerin Society

Peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les libéraux les plus éminents de l'époque, comme Wilhelm Röpke, Alessandro Rüstow, Walter Euken, Ludwig von Mises, Friedrich August von Hayek, Milton Friedman et d'autres se rencontrèrent au bord du Lac Léman et fondèrent la Mont Pèlerin Society – dans l'intention et avec l'objectif de rénover le libéralisme. Ils choisirent dans ce but l'appellation de néolibéralisme. Entre les divers économistes et penseurs se développèrent bientôt des différences et des tensions. Wilhelm Röpke porta le maximum de son intérêt sur les conditions morales, sociales et culturelles d'un libéralisme couronné de succès.

Au contraire, Hayek définit dans son œuvre maîtresse «La constitution de la liberté» (1960), également la nécessité d'avoir un cadre légal et des principes réglementaires. Mais il faisait moins confiance au «sens du vivre ensemble» (Alain Laurent, S. 156) qu'à

Suite page 8

La route du cœur découvre le cœur de la Suisse

par Heini Hofmann

Un pontage coronarien peut sauver un cœur malade. Toutefois, pour la «Route du cœur» en parfaite santé – le plus beau tour panoramique du monde pour vélos électriques (nº 99) entre le Lac de Constance et le Lac Léman – la nouvelle boucle supplémentaire autour du Napf (nº 399) est la cerise sur le gâteau. Elle se trouve au cœur de la Suisse et représente un magnifique trésor tant au niveau du paysage qu'au niveau culturel.

La région du Napf est un des paysages culturels helvétiques les plus authentiques et au sommet du Napf (malgré ses 1408 m d'altitude plutôt une colline qu'une montagne) s'ouvre un panorama époustouflant de 360 degrés sur de grandes étendues de notre pays. C'est pourquoi, pour les concepteurs de la Route du cœur, il allait de soi de compléter la route principale traversant la Suisse, – en analogie à la boucle du cœur du Seetal (à cheval sur les cantons de Lucerne et d'Argovie) – au moyen d'un deuxième tracé risquant beaucoup de devenir un grand succès.

Candidat à une destination top

La région du Napf est escarpée, en forme d'étoile avec des collines, des crêtes, des tranchées et des gorges profondes vivifiées par des ruisseaux de sources et des chutes d'eau. La force de l'érosion de l'eau a fortement marqué le paysage, à cause de la géologie composée avant tout de conglomérat, de grès et de marne. En outre, la dernière ère glacière n'a pas recouvert cette région de glace. Depuis peu, grâce à la nouvelle route pour vélo électrique, on peut donc découvrir cette merveille de la nature sous forme de labyrinthe fluvial, tout en ménageant son cœur.

Le choix de la route correspond tout à fait à la structure de la Route du cœur nationale: peu de circulation, mais de petites routes bien signalisées, des vues panoramiques superbes, des villages pittoresques, une grande proximité avec la culture agricole – bref, un passionnant mélange d'aventure et de confort. Autrefois, on longeait les routes fluviales européennes la plupart du temps en vélo. Aujourd'hui, de tels parcours exigeants sont faisables par tout un chacun grâce au soutien de moteurs électriques. La boucle du Napf risque de devenir une destination top pour les touristes en vélo électrique – un phénix sorti des cendres!

Un projet modèle de gagnant-gagnant

La Route du cœur est maintenant une perle dans le paysage pour les parcours à vélo en Suisse. *Suisse Tourisme* a qualifié ce parcours de bijou dans le réseau routier déjà unique de *SuisseMobile*. Car les vacances actives sur deux roues sont en vogue avant tout chez les touristes modernes. Ils veulent savourer leurs activités en plein air sans devoir pédaler péniblement les yeux rivés sur la route – ils préfèrent profiter du miracle au bord du chemin avec les yeux ouverts en pédalant tranquillement.

Le château de Trachselwald, connu par la guerre des Paysans suisses (1653) et les persécutions des anabaptistes. (photo Herzroute AG)

C'est pourquoi, l'extension par cette offre alléchante allait de soi. La boucle autour du Napf en tant qu'expérience supplémentaire de haute qualité pour randonneurs à vélo est une œuvre commune des cantons de Berne et de Lucerne, des organismes régionaux de développement de l'Emmental et de l'Entlebuch ainsi que de diverses communes en coopération avec des partenaires privés. L'objectif est une animation touristique douce de cet espace de repos unique. Les bénéficiaires en sont les restaurants situés à l'écart et les bistrots locaux, tout comme les fournisseurs de spécialités régionales et des originalités touristiques.

Trois étapes différentes

Les trois lieux d'étapes Willisau (centre de l'arrière-pays lucernois), Langnau (la commune la plus étendue du canton de Berne) et Entlebuch (réserve de biosphère désignée par l'UNESCO) forment un triangle aux côtés inégaux et sinueux pour des étapes journalières de 40 à 60 kilomètres. La première étape au nord de l'avant-pays du Napf conduit à travers de charmants paysages vallonnés interrompus par des passages escarpés. Les points forts sont le Luthertal, le château de Trachselwald et la Lüderenalp.

Entre Langnau et Entlebuch, la face du Napf exposée vers les Alpes impressionne par ses passages en hauteur grandioses et ses étapes panoramiques. Finalement, au cours de la troisième et dernière étape, entre Entlebuch et Willisau, toute la région montagneuse du Napf se dévoile, surtout lorsqu'on emprunte la Grosse Fontanne ou les altitudes près de Menzberg et Luthern. Bien entendu, on peut également faire le tour du Napf aussi en sens inverse.

Sur les traces des anabaptistes

Le château de Trachselwald est un témoin historique imposant de la première étape, dernier château féodal de la dynastie préservé dans l'Emmental au-dessus de Burgdorf. Dans son donjon furent incarcérés des représentants de la communauté religieuse des anabaptistes. Autrefois très répandu, ce mouvement fondé au début du XVIe siècle, au temps de la Réforme, pratique le baptême du croyant. Le calvaire qu'ils ont vécu pendant des siècles suite à des persécutions est un chapitre noir de l'histoire, ce que rappelle le «Chemin des anabaptistes de Sumiswald».

Aujourd'hui encore, des descendants des anabaptistes persécutés, venant en majeure partie des Etats-Unis, visitent chaque année la ferme Haslebach sur le Chleinegg à Sumiswald, où autrefois *Hans Haslebacher,* un personnage central des anabaptistes, vivait avant d'être exécuté en 1571 dans le canton de Berne comme le dernier de plus de 40 anabaptistes. Dans le château de Trachselwald, *Niklaus Leuenberger,* le meneur légendaire des paysans dans la «grande guerre des Paysans suisses» (en 1653), fut mis au cachot après qu'un ancien camarade de combat l'eût trahi, avant d'être exécuté à Berne. Autres époques, procès rapides …

Un souffle de «far west» dans la région du Napf

Changement de décor pour se consacrer au fameux or du Napf. Il a son origine dans les Alpes et a été transporté, il y a 10 à 40 millions d'années, par les rivières de l'époque dans la région du Napf. C'est pourquoi, avec un peu de chance, on peut trouver aujourd'hui encore, dans la plupart des ruisseaux, ce métal précieux sous forme de petites pépites d'or, plates, allongées ou rondes, de plus de 23 carats. On y offre également des cours, par mauvais temps à l'intérieur, avec de grands bacs en bois contenant du sable préparé, au lieu de travailler dans le lit du ruisseau. *(www.goldwasch-tour.ch)*

Déjà à l'époque des Celtes, on cherchait de l'or dans la région du Napf. L'apogée de l'orpaillage lucernois était entre le XVIe et le XIXe siècle, notamment dans les ruisseaux Luthern, Wigger, Fontannen et Goldbach. Dans les archives du canton de Lucerne se trouvent des pièces de monnaies en or du Napf. Les conditions de vie des orpailleurs n'étaient certainement pas réjouissantes. L'orpaillage n'est pratiqué plus que pour le loisir (association d'orpailleurs de plus de 300 membres) ou comme attraction touristique.

L'art noir continue d'exister

La situation de l'art ancestral du charbonnier est très différente. Depuis de nombreux siècles déjà, on construisait sur place des charbonnières dans les forêts de montagnes sauvages du Napf, où il était impossible de transporter le bois vers la vallée. Avec le temps la houille importée évinça le charbon de bois et après la guerre, plus personne n'en voulait. Au dernier moment, ce travail fut sauvé, lorsque les charbonniers ne travaillèrent plus pour l'industrie, mais de plus en plus pour fournir du charbon de bois pour barbecue. Il existe donc aujourd'hui encore une douzaine de charbonnières dans l'Entlebuch (Bramboden, commune de Romoos)

Alors que le bois, avec suffisamment d'air, brûle pour tomber en cendres, on produit dans une charbonnière suite à une «distillation sèche» du charbon. C'est un processus devant être surveillé, jour et nuit (!). Ainsi on produit la même quantité de CO_2 que le bois mort inutilisé se décomposant dans la forêt; la charbonnière ne contribue donc en rien à l'effet de serre. Cependant elle crée un double effet positif: le bois est utilisé de manière sensée et les paysans de montagne, ne roulant pas sur l'or, se créent un revenu supplémentaire. (*www.koehlerei.ch*/exposition à Romoos)

Ce qu'on arrive à faire avec de l'idéalisme

En bref: la nouvelle boucle du Napf, enrichissant la Route du cœur, est un réel paquet surprise, tant à cause des paysages authentiques qu'à cause des trouvailles culturelles et historiques. Cette boucle a été conçue, réalisée et signalisée par les idéalistes de l'équipe chevronnée de la Route du cœur avec enthousiasme et un énorme lot de travail. Le soutien financier provient de sponsors, de contributions cantonales de la «Nouvelle politique régionale» pour la promotion des régions structurellement faibles et des cercles du tourisme cantonal, régional et local.

Suisse Tourisme aide beaucoup pour le marketing mais sans contribution financière. Pour le projet de concept similaire «Grand Tour» pour les touristes motorisés (également une route surprise menant à de nombreux points forts de la nature et de la culture suisse), on a investi 50 millions de francs. Il est donc d'autant plus étonnant de voir ce qu'une petite équipe motivée peut accomplir de beau – pour cette Route du cœur et ses diverses boucles – avec beaucoup d'idéalisme et peu d'argent! •

(Traduction *Horizons et débats)*

L'étape de Langnau en direction d'Entlebuch: Paysages vallonés devant un panorama montagneux. (photo Herzroute AG)

La «boucle du cœur» du Napf en bref

- Le tour du Napf (altitude 1408 m) au total 155 km
- 3 étapes d'une journée, toutes atteignables en train
- Willisau–Langnau, 57 km, 1500 m de dénivelé
- Langnau–Entlebuch, 44 km, 1100 m de dénivelé
- Entlebuch–Willisau, 54 km, 1600 m de dénivelé
- Ouvert dans les deux sens (= route 399)
- Parcours presque entièrement sans ou avec très peu de trafic, environ 15% du trajet ne sont pas asphaltés, demandant un peu de pratique de conduite
- Location de vélos électriques au début de chaque étape
- Réservation recommandée: *www.herzroute.ch*
- Guide illustré à commander gratuitement auprès de Herzroute AG, Bahnhofstr. 14, 3400 Burgdorf. Tél.: +41 34 408 80 99
- Dès le 1er avril 2018, le trajet sera signalisé et les lieux de location pour vélos électriques seront en service.

«Wilhelm Röpke aujourd'hui»

suite de la page 7

l'autodétermination et aux «forces d'un ordre spontané».

Alain Laurent (Paris) a défini Röpke dans son article «Röpke, Mises et Hayek – un hommage» (p. 160) comme le plus «néo-libéral» des trois, en comprenant parfaitement le sens de cette notion trop souvent utilisée arbitrairement et de manière dévalorisante.

En 1962 Röpke se retira de la présidence de la Mont Pèlerin Society de façon anticipée et quitta la société. Au cours des années suivantes, ce furent avant tout Hayek, Mises et Friedman qui déterminèrent les positions de la société. •

Sources:

Bessard, Pierre (Hrsg.). *Wilhelm Röpke heute. Zur Aktualität des großen liberalen Ökonomen und Publizisten*. Liberales Institut Zürich, Zürich 2017 (Das Buch kann dort auch direkt bezogen werden.)

Kölz, Alfred. *Neuere Schweizerische Verfassungsgeschichte I. Ihre Grundlinien vom Ende der alten Eidgenossenschaft bis 1848.* Bern 1992 (mit Quellenbuch)

Kölz, Alfred. *Neuere Schweizerische Verfassungsgeschichte II. Ihre Grundlinien in Bund und Kantonen seit 1848.* Bern 2004 (mit Quellenbuch)

Sprecher, Thomas. *Schweizer Monat 1921–2012*, Zürich 2013